

### Une Église solidaire du destin des Québécois

Jean-Pierre Proulx

ON LES A VUS marcher dans la rue avec les assistés sociaux et s'amender douloureusement devant 1000 Québécoises. Pierre Elliott Trudeau les a traités d'« amateurs ». LE DEVOIR leur a reproché leur « prose idéologique dépassée ». La droite catholique dit qu'ils se prennent pour des laïcs. Et le plus souvent les médias les ignorent.

Qu'à cela ne tienne, les évêques, car c'est d'eux qu'il s'agit, se veulent « solidaires du destin du peuple québécois et des questions qui l'affectent », affirme Jean-Guy Hamelin, évêque de Rouyn-Noranda et ex-président de Comité des affaires sociales des évêques du Québec (AEQ).

Depuis 1972, en particulier, ils interviennent régulièrement dans les affaires sociales, économiques et politiques du Québec. Toujours dans la même perspective : promouvoir la justice sociale. Pour eux, il s'agit là d'une dimension essentielle de leur mission d'annoncer l'Évangile.

L'évêque de Saint-Jean-Longueuil, Bernard Hubert, préside actuellement le Comité des affaires sociales de l'AEQ. Il a succédé à ce poste à Jean-Guy Hamelin, qui lui succédait à Adolphe Proulx, ancien évêque de Hull aujourd'hui décédé et sans doute l'évêque le plus notoirement engagé du Québec contemporain.

Mais Bernard Hubert a présidé aussi, dans les années 1970, la Commission des affaires sociales de la Conférence des évêques catholiques du Canada. C'est aujourd'hui l'évêque de Saint-Jérôme, Charlie Valois, qui tient cet office.

LE DEVOIR les a rencontrés en compagnie de collaborateurs qui les ont assistés ou les assistent encore dans leur tâche d'« éveilleurs de conscience » : Gisèle Turcot, sœur du Bon-Conseil, et actuellement directrice de Relations, Fabien Leboeuf de Développement et Paix, et Claudette Boivin, l'actuelle secrétaire-adjointe aux affaires sociales de l'AEQ.

Personne n'a, à ce jour, recensé vraiment l'ensemble des interventions sociales, individuelles ou collectives, des évêques du Québec et du Canada depuis 25 ans. Mais un recueil publié par le Centre Justice et Foi en reproduit 59 pour les seules années de 1972 à 1983.

Jusqu'en 1974, raconte Bernard Hubert, c'est la Conférence des évêques du Canada qui exerçait le leadership dans ce domaine. Traditionnellement et jusqu'en 1978 elle a publié des messages à l'occasion de la Fête du travail. Les plus importants, rappelle-t-il, ont porté sur la gestion responsable des biens, la correction des injustices sociales, de même que sur la primauté du travail sur le capital.

Mais à compter de 1974, les évê-

ques du Québec, dont l'Assemblée venait de se restructurer, ont décidé : « de prendre désormais, la parole », raconte Bernard Hubert.

On choisit donc d'intervenir à l'occasion de la fête des Travailleurs, le premier mai. On se montre surtout « attentif à la conjoncture », dit Bernard Hubert et si, sur la scène canadienne, on vise les leaders, au plan québécois, on s'adresse aux chrétiens.

Leur premier message, en 1974, donne le ton. Il s'intitule : « Le 1er Mai : une fête de la justice ». Un paragraphe, en particulier, livre le fon-

dement de leur programme social : « La justice demande que l'on sache faire des choix parmi les nombreuses réclamations présentées par les groupes les plus divers ; que priorité soit accordée aux projets qui visent à satisfaire les besoins des plus démunis et des plus pauvres ».

Mais la politique les intéresse tout autant. En 1977, ils écrivent sur la loi 101 : « Il fallait rétablir la justice en faveur de cette majorité qui, à cause de différentes circonstances historiques, ne recevait pas ce qui lui revenait de droit, par exemple la protection, la sécurité, une participation

économique correspondant à son nombre, la reconnaissance et la promotion des valeurs culturelles de sa langue ». Ils n'en expriment pas moins des réserves sur la définition du mot Québécois, la langue d'enseignement, le respect des minorités, le rapport entre droits individuels et collectifs.

Le débat référendaire de 1980 les fait intervenir deux fois : « Aucun des choix politiques qui s'offrent présentement au Québec pour son avenir constitutionnel ne s'impose au nom de l'Évangile », disent-ils. Ils affirment clairement le droit du peuple

québécois à l'autodétermination, mais rappellent aussi que les anglophones, les autochtones et les communautés culturelles « font partie de la communauté québécoise et y ont des droits égaux ».

Mais ce qui leur importe avant tout, c'est de « construire ensemble une société meilleure », comme s'intitule leur deuxième message. Ce sera notamment, une « société de participation, fondée sur le respect des droits de la personne et la reconnaissance de ses devoirs, basée sur une juste répartition des biens et

Voir page C-4 : Destin

### La charité passe par la justice

DEPUIS toujours, les chrétiens ont fait de la charité leur marque de commerce. Mais ce n'est que depuis peu que le combat pour la justice sociale fait partie de leur discours et surtout de leur pratique, individuelle ou collective. Du reste, dans les paroisses, là où ils se retrouvent surtout, les œuvres de dépannage dominent toujours.

Le débat est là : le rôle des Églises consiste-t-il à soulager les pauvres en laissant aux pouvoirs publics et aux groupes de pression le soin de combattre les injustices à l'origine de cette pauvreté? Ou faut-il que les Églises investissent aussi le terrain social, économique et politique?

À la vérité, le débat a été tranché au synode romain de 1971 sur la justice : « La mission de prêcher l'Évangile exige, aujourd'hui, a décrété le synode, l'engagement radical pour la libération intégrale de l'homme, dès maintenant, dans la réalité même de son existence en ce monde ».

« Le combat pour la justice et la participation à la transformation du monde nous apparaissent pleinement comme une dimension constitutive de la prédication de l'Évangile qui est la mission de l'Église pour la rédemption de l'humanité et sa libération de toute situation oppressive ».

Ailleurs, la réponse à cet impératif a déjà fait des victimes. Dimanche dernier, des chrétiens commémoraient la mort de Mgr Romero, tué sous les balles, il y a dix ans, au Salvador. Il n'y a pas, faut-il le dire, que des chrétiens qui soient morts violemment pour la justice.

Ici, les choses sont plus tranquilles, mais des croyants agissent aussi au nom des mêmes convictions. C'est d'eux que parlent aujourd'hui ce cahier spécial, le dixième, incidemment, que LE DEVOIR publie chaque jeudi saint depuis 1981.

Nous avons voulu tenté d'abord d'être représentatif des diverses traditions religieuses. Certes, le Québec demeure très majoritairement catholique, mais y vivent aussi des protestants, des juifs et de plus en plus de musulmans et de bouddhistes.

Nous avons voulu rendre compte aussi des différents lieux communautaires d'où surgissent l'action et la pensée sociale et, au premier chef, du corps des évêques qui, collégialement surtout, intervient de façon soutenue, dans les affaires sociales, économiques et politiques du pays.

Et ils ne font pas l'unanimité. Un sondage du DEVOIR, en août 1984, avait montré que si 56% des catholiques sont d'accord avec leurs interventions, 39% sont contre. Qu'en serait-il aujourd'hui?

Les laïcs de leur côté, à travers des regroupements libres ou paroissiaux, occupent de nouveaux terrains. Les communautés religieuses redévoient aussi leurs efforts vers d'autres besoins. Surtout, les frontières entre ces trois lieux communautaires — épiscopat, laïcs, religieux — sont ouvertes comme d'ailleurs avec le monde séculier où beaucoup mènent les mêmes luttes. Car le mot d'ordre, en action sociale, est : « solidarité ».

LE DEVOIR n'a pas voulu être chauvin ! On lira des reportages aussi bien sur ce qui se passe à Amos, Joliette, Québec, dans le Bas-du-Fleuve. En ces temps d'un Québec « cassé en deux », cela s'imposait. Nous avons fait place aussi à la dimension internationale.

Nous n'avons pas tenu compte cependant des âges de la vie. Nous achevons ce texte quand la Jeunesse étudiante catholique et le Mouvement des étudiants et étudiants chrétiens du Québec nous ont remis leurs récents mémoires au ministre de l'Éducation, sur la loi 107, l'évaluation des apprentissages et le développement intégral de la personne, question, écrivait-ils, de « monter comment des jeunes, de façon très concrète, donnent des mains à l'action sociale de l'Église catholique ». Dont acte!

On célèbre au fait cette année le 100<sup>e</sup> anniversaire de la première encyclique sociale *Rerum Novarum*. Aussi, LE DEVOIR est heureux d'apporter sa contribution à l'information et la réflexion sur ce thème.

— Jean-Pierre Proulx



PHOTO JACQUES NADEAU

La solidarité avec le peuple québécois est parfois compromettante ! On ignore si l'archevêque de Montréal, Mgr Jean-Claude Turcotte, est pour le « oui ». Mais ceux qui sont pour le « oui » sont manifestement pour l'archevêque ! La scène a été prise sur le parvis de l'église Saint-Jean-Baptiste le 24 juin dernier.

### Religieux et religieuses se portent au chevet des sidéens

Renée Rowan

ILS SONT des dizaines à s'être tournés vers eux. On dirait presque une mode. En réalité, ce nouveau bénévolat des religieux et des religieuses auprès des personnes atteintes du virus du sida est un engagement personnel à l'égard des plus démunis, des plus rejetés de la société. Pour certains, c'est même une réorientation de leur vie religieuse.

« C'est être vraiment 'frère' pour les autres, près d'eux quand ils en ont besoin, c'est être porteur d'amour », explique M. Wilson Kennedy. Frère de Sainte-Croix, il est responsable du personnel à la Maison Nazareth, un centre d'hébergement qui accueille une dizaine de femmes et d'hommes atteints du sida.

« Responsable du personnel », c'est son titre officiel. Dans les faits, il partage la vie des résidents, il mange à la même table qu'eux. Il les écoute, les soutient. Il est une présence, quelqu'un qui accepte de les toucher, qui les accompagne dans ce qu'ils vivent. C'est la possibilité totale d'aimer l'autre.

Originaire du Nouveau-Brunswick, Wilson Kennedy n'a que 30 ans. Après un an d'enseignement à l'élémentaire, dans l'État de l'Indiana, aux États-Unis, il est allé travailler avec les Soeurs de Saint-Joseph, à Albany, où il a ouvert une soupe populaire pour les itinérants. Il y est resté un an, après quoi sa communauté l'a envoyé à Montréal pour y parfaire ses études de théologie. Il ne voulait pas retourner à l'enseigne-

ment. Il a cherché où il pouvait être le plus utile et s'est senti interpellé par les personnes atteintes du sida souvent abandonnées par leur famille, par la société.

Avec l'accord de l'archevêché et de sa communauté, il a d'abord travaillé bénévolement, pendant un an, au sein du Comité Sida Aide Montréal, maintenant disparu, puis à la Maison Nazareth.

Pour lui, c'est une réorientation de la vie religieuse : « Comme frère, je me suis engagé à répondre aux grands besoins de l'Église. L'accompagnement des personnes atteintes de sida est un de ceux-là ».

Ils sont des dizaines à Montréal, religieux et religieuses de diverses communautés qui, bénévolement, travaillent côte à côte avec des laïcs pour tenter d'adoucir les derniers mois de ceux et celles qui souffrent du sida, qui en meurent. On les retrouve dans les maisons d'hébergement, dans les centres de jour, sur divers comités ou conseils d'administration. Certains donnent un jour, d'autres une nuit par semaine. Pour plusieurs, c'est un travail à plein temps ou presque.

« Notre engagement dans ce type de bénévolat traduit les nouvelles orientations qui se dessinent dans l'implication apostolique des communautés religieuses », explique M. Édouard Bolduc. Frère de la Charité depuis 40 ans, il a travaillé 27 ans auprès des jeunes délinquants du Mont-Saint-Antoine où il a occupé diverses fonctions avant d'être nommé directeur des services professionnels, puis,

directeur général. Après quoi, on lui a demandé d'être supérieur général de sa communauté au Québec. C'était un mandat de six ans.

« Après ça, la vie a commencé », lance avec humour M. Bolduc. Depuis janvier 1989, il travaille bénévolement et à plein temps pour Les Hébergements de l'Envol, un organisme sans but lucratif mis sur pied par un laïc, M. Julien Levasseur. En plus du travail administratif dont il est responsable à la maison du boulevard Saint-Joseph où l'on accueille quatre personnes atteintes du sida, en phase terminale, il s'occupe activement des malades qui sont la raison même de son implication.

« Au cours des 20 dernières années, poursuit M. Bolduc, il s'est développé énormément de ressources communautaires fondées par des communautés religieuses. Maintenant que nous avons à faire face, nous aussi, à un manque de ressources tant financières qu'humaines, ce n'est plus notre rôle de lancer de nouvelles œuvres. Nous devons plutôt nous intégrer, à titre individuel, dans celles qui existent déjà ou dans les nouvelles œuvres développées par des laïcs ».

Depuis ses débuts, l'Envol a eu des bénévoles appartenant à une bonne douzaine de communautés religieuses différentes. Chacun d'entre eux, frères et sœurs, y sont venus par divers chemins. Enseignante durant 40 ans, sœur Gabrielle Laberge, des soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, a été directrice au pensionnat Marie-Rose durant 10 ans. Puis,

elle est allée vivre en résidence « dans un milieu propre à exercer la justice sociale ».

Elle a travaillé auprès des femmes monoparentales (de l'écoute téléphonique), puis dans un magasin où elle vendait des articles fabriqués par des femmes chefs de famille. Elle a participé étroitement à la mise sur pied du projet l'Envol et a vécu toutes les difficultés inhérentes à un début de fondation. Durant trois ans, ça été du plein temps. À cause d'un problème de santé, elle a dû ralentir ses activités, puis c'est temporaire, dit-elle. Sœur Laberge vit à l'Envol elle « retraite exceptionnelle ».

Le fait d'être un religieux ou une religieuse nuit-il à la communication avec les personnes hébergées ? « Nous venons ici en tant d'humains qui viennent rencontrer d'autres humains, répond sœur Laberge. Nous ne sommes pas ici pour parler du bon Dieu. Un des objectifs visés est de créer un climat le plus propice possible au calme, à la sérénité, à l'amour, à la joie, à la patience, à la bonté. Je n'ai jamais été témoin d'un rejet ».

De retour à Montréal après 20 ans comme infirmière en Afrique, sœur Gisèle Landry, des soeurs du Sacré-Coeur de Jésus, a cherché où était la plus grande détresse. Elle s'est aussi tournée vers les personnes atteintes du sida. Elle a fait de l'écoute téléphonique une journée par semaine au Comité Sida Aide Montréal en plus de donner une nuit à l'Envol, tout en faisant un recyclage à l'ap-

proche des mourants. C'est à la suite d'une conférence sur les femmes et les enfants, face au sida, qu'elle a senti l'immensité des besoins de ce côté. En collaboration avec une autre religieuse, sœur Lucie Bourque, des Soeurs du Bon Pasteur, dont la mission a toujours été de s'occuper des femmes dans le besoin, elles ont mis sur pied un centre de jour tout en travaillant à l'ouverture d'une maison pour les femmes et leurs enfants. Première initiative du genre, la maison Luc-Larivée doit ouvrir ses portes en avril.

L'engagement auprès des personnes atteintes du sida prend diverses formes. Ainsi, le curé de la paroisse Sainte-Gemma, dans le nord-est de Montréal, a transformé une grande partie de son presbytère en une maison d'hébergement. La Maison Ludovic, qui a ouvert ses portes en septembre dernier, peut accueillir jusqu'à six résidents à la fois. Le curé y a conservé ses appartements.

« J'habitais seul cette grande maison et cela me dérangeait. À l'occasion de l'année mariale, Mgr Grégoire a écrit une prière dans laquelle il disait : « Oh Vierge Marie, vient au secours des pauvres, des immigrants et des oubliés de notre société ». Pour avoir été en contact avec des familles de personnes atteintes du sida dans ma paroisse, je me suis dit qu'il y avait là quelque chose à faire ».

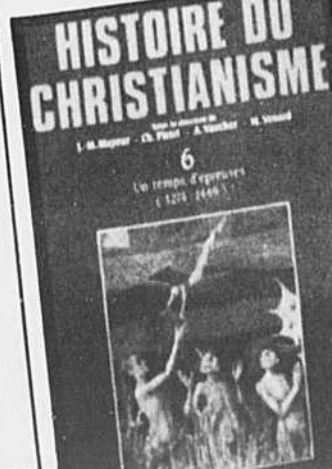
Le personnel de la maison est laïque tout comme l'équipe des 15 bénévoles, sauf une religieuse qui s'est engagée à titre personnel.

### UN ÉVÉNEMENT ÉDITORIAL SANS PRÉCÉDENT L'HISTOIRE DU CHRISTIANISME

des origines à nos jours

Publication de référence et monument de culture en 14 volumes, cette prestigieuse collection, soutenue par le Centre national des Lettres, est appelée à devenir une véritable institution internationale.

DESCLÉE/FAYARD



SOUS LA DIRECTION DE

CHARLES PIETRI  
directeur de l'École Française de Rome (Antiquité)

ANDRÉ VAUCHEZ  
Université de Paris X (Moyen Âge)

MARC VENARD  
Université de Paris X (Époque moderne)

JEAN-MARIE MAYER  
Université de Paris IV Sorbonne (Période contemporaine)

AVEC LA COLLABORATION D'UNE CENTAINE DE COLLABORATEURS français, canadiens, belges et de diverses confessions chrétiennes

OFFRE SPÉCIALE TOME VI 85,95 \$ au lieu de 98,95 \$  
TOME XII 99,95 \$ au lieu de 112,95 \$  
Offre valable jusqu'au 31 août 1991

Ouvrages disponibles chez votre libraire, ou chez



IRIS DUFFUSION INC. (Distributeur exclusif au Canada)  
5090, de Bellechasse, Montréal, Québec H1T 2A2  
Tel.: (514) 253-0403 - Fax: (514) 256-5078



# RELIGION

## Dossier spécial L'ACTION SOCIALE DES ÉGLISES

### Les communautés enseignantes se tournent de plus en plus vers les milieux populaires

Jean-Claude Leclerc

PLUSIEURS communautés religieuses encore actives dans l'enseignement privé au Québec ont entrepris un important virage vers des secteurs de l'éducation où de « criants besoins » sont souvent négligés par les autres institutions.

Cette réorientation, d'abord dictée par le vieillissement du personnel et le manque de relève, aura coïncidé aussi avec une mise à jour de l'engagement social des communautés, accusées parfois d'être restées au service d'enfants de classes aisées même si plusieurs de leurs membres enseignent aussi au secteur public.

En même temps que plusieurs écoles privées ont commencé de passer sous une relève laïque, des religieux, hommes et femmes, ont entrepris de bâtir des services d'alphabetisation, de refuge pour femmes et enfants en difficulté, d'intégration des immigrants et d'autres formes d'appuis aux personnes « appauvries ou opprimées » par la société actuelle.

Tout en continuant d'enseigner aussi dans le secteur public, les communautés tentent, quand cela est possible, de sauver l'héritage que représentent leurs institutions.

Ainsi, de la centaine d'établissements affiliés à l'Association des institutions d'enseignement secondaire (AIES), une quinzaine ont déjà été cédés à des directions laïques et une vingtaine auront complété d'ici trois ans le même retrait progressif. Une vingtaine d'autres sont engagés dans une réflexion de cet ordre.

Il est cependant plus facile de trouver une clientèle, du financement et une relève laïque dans les grands centres que dans les milieux ruraux, même si les parents tiennent à y garder ces institutions. En fait, si une trentaine d'établissements de-

ront sans doute fermer leurs portes d'ici peu, on en a ouvert une douzaine d'autres depuis cinq ans.

Pour une grande institution comme le collège Brébeuf qui a complété son changement de direction, maintes autres connaissent, au contraire, les mêmes difficultés de survie que les populations déclinantes et appauvries des milieux ruraux.

Ce sont justement les populations en détresse qui préoccupent de plus en plus les communautés enseignantes. Ainsi, les conditions souvent pénibles faites aux enfants et aux femmes de familles monoparentales ont incité des communautés à songer à des services de garderies. Les pensionnats pourraient même revenir à la mode.

Ce n'est pas sans quelque hésitation que les communautés ont débattu du virage qu'on leur proposait en les invitant à aller carrément dans les milieux défavorisés. Certaines religieuses sont déjà engagées sur le terrain de la contestation sociale. D'autres ne veulent pas cependant renoncer à l'éducation. Le débat se poursuit.

La direction de la Congrégation Notre-Dame, par exemple, a pris l'option de s'engager auprès de populations « appauvries et opprimées ». D'autres communautés aussi. Néanmoins certaines enseignantes estiment que l'éducation, quelle que soit la classe sociale à laquelle on enseigne, revêt plus d'importance que jamais dans une société déshumanisée par le primat de l'économique.

Entre-temps, sur le terrain, des projets audacieux mettent des religieuses à l'avant-garde du changement au Québec. C'est ainsi qu'une vingtaine de soeurs venues de onze communautés ont entraîné pas moins de 80 bénévoles dans un projet d'intégration des immigrants et des



Les habitués du Centre Promis installé dans quatre logements de la rue Barclay, à Montréal.

PHOTO JACQUES NADEAU

réfugiés du quartier de Côte-des-Neiges à Montréal.

Aide aux enfants des écoles multiculturelles du coin, cours de français et d'intégration au Québec pour les adultes, halte-garderie, cuisines collectives pour les familles démunies, défense des locataires exploités et recherche d'emplois, une petite révolution tranquille est en marche sous la direction d'une missionnaire revenue du Japon.

Le centre Promis qui s'est installé dans quatre logis d'un bloc appartenant de la rue Barclay devra bientôt déménager dans un immeuble de 30 logements ! Pendant que des étudiants enthousiastes font dans leur collège du recrutement pour le centre, trouvant là un sens nouveau à leur vie, des religieux catholiques

sont en train de s'engager dans une démarche multiconfessionnelle avec des représentants d'autres confessions : chrétienne, judaïque, musulmane, bouddhique.

Avec l'arrivée dans les écoles privées de multiples groupes ethniques non catholiques, l'Association des religieuses enseignantes du Québec (AREQ) a invité les directions de ces écoles à réfléchir sur l'orientation confessionnelle de leurs projets éducatifs.

Le choc des cultures ne fait pas peur. Le recrutement dans les pays du tiers-monde ne comble certes pas encore les rangs des communautés religieuses, mais l'expérience missionnaire à l'étranger donne un dynamisme évident à ces nouvelles expériences d'éducation populaire.


Des projets d'alphabetisation sont en marche non seulement à Montréal, mais ailleurs aussi au Québec, notamment à Trois-Rivières, Sherbrooke, Montmagny, Neuville, Saint-Romuald. Qu'elles travaillent dans l'enseignement public ou privé, les communautés religieuses sont à même de voir l'échec de l'école québécoise, qui laisse tellement de jeunes sans diplôme et surtout sans espoir d'avenir dans la société actuelle.

Les communautés enseignantes ont aussi été invitées à prêter main forte aux mouvements de jeunes qui ont survécu à la réforme de l'éducation, dans des conditions souvent très difficiles, et qui sont toujours considérés à la fois comme une grande école de formation et un apport ir-

remplaçable au progrès de la société.

Paradoxalement, au moment où elles semblent menacées d'extinction sous le double effet du vieillissement et du manque de relève, ces communautés retrouvent, comme au temps de leur fondation, le sens des « criants besoins » pour lesquels les autres institutions semblent absentes ou impuissantes.

Les religieux et religieuses qui paraissent avoir perdu de leur pertinence dans le Québec moderne, sont peut-être en train de retrouver, au contraire, le chemin de l'avant-garde, parmi ces centaines de milliers d'enfants, de personnes brisées et de nouveaux-arrivants auxquels la société québécoise actuelle fait mal une place.



vers les  
laissés-pour-compte  
de notre temps.

**LES CLERCS  
DE SAINT-VIATEUR**

**ALIVIDEC INC.**

Production de toute oeuvre

- audio-visuelle
- littéraire
- artistique

destinée à promouvoir le développement


- moral
- spirituel
- religieux

de la personne

S'adresser à  
Madeleine Lavallée  
1600, rue de Lorimier  
Montréal, Qc, H2K 3W5  
(514) 521-1984

**Colloque du centenaire de Rerum novarum**

12 au 17 mai 1991  
Patro Laval, Église Saint-Roch, Université Laval



**Quatre thèmes**

- Cent ans d'enseignement social
- Christianisme social et socialisme chrétien
- Économie et travail
- L'interpellation du Tiers Monde

**La question sociale hier et aujourd'hui**

Pour informations: (418) 656-3246

Faculté de Théologie, Université Laval  
Église diocésaine de Québec

**UNIVERSITÉ  
LAVAL**

**CHUDECC**

Production de toute oeuvre

- audiovisuelle
- littéraire
- artistique

destinée à faire connaître l'influence historique de personnes qui se sont engagées dans des actions importantes au nom de leur foi.

S'adresser à Madeleine Lavallée  
1600, rue de Lorimier  
Montréal, Qc, H2K 3W5  
(514) 521-1984

**LA J.E.C.**

(Jeunesse Étudiante Catholique) est à la recherche de ses anciens membres.

Lancement de publications, conférences, retrouvailles, implication dans le mouvement... Des événements et une solidarité pour lesquels nous souhaitons reprendre contact avec vous.

Faites-nous savoir vos noms et adresse, en nous téléphonant au (514) 524-3941, ou en nous écrivant:

Secrétariat National de la J.E.C.  
5323 Brébeuf  
Montréal, Qc  
H2J 3L8

**Les Oblates  
Franciscaines  
de St-Joseph**

*en solidarité  
avec ceux et celles  
qui oeuvrent  
pour la justice  
la paix  
et la fraternité*



**LES SOEURS DE  
L'ASSOMPTION DE LA  
SAINTE VIERGE  
NICOLET**

Congrégation vouée à l'éducation chrétienne du peuple de Dieu avec une option préférentielle pour les jeunes, les femmes et les personnes appauvries.

**UNIVERSITÉ SAINT-PAUL  
OTTAWA**

**LA THÉOLOGIE? POURQUOI PAS!**

SI...

- Tu cherches à approfondir ta foi.
- Tu te prépares à des engagements au service d'une communauté.
- Tu songes à renouveler ta formation théologique.

ALORS...

La Faculté de théologie de l'Université Saint-Paul t'offre différents programmes:

**Initiation à la théologie:** programme de deux semestres consacré aux aspects fondamentaux du mystère chrétien.

**Baccalauréat en théologie:** programme de trois ans offrant une formation de base en théologie.

**Études supérieures:** la maîtrise, la licence et le doctorat se poursuivent en études bibliques, éthique chrétienne et études historiques et systématiques.

Programmes en sciences de la mission: certificat, maîtrise.

Sessions d'été en liturgie.

Des cours de théologie sont offerts en juillet.

Renseignements:

Faculté de théologie  
Université Saint-Paul  
223 rue Main,  
Ottawa, Ontario  
K1S 1C4  
(613) 236-1393

**LES ÉTUDES PASTORALES:  
UNE MISSION D'ESPÉRANCE  
DANS LE MONDE**

L'Institut de pastorale de l'Université Saint-Paul est un centre multidisciplinaire d'études supérieures (théologie, psychologie, sociologie) qui a pour mission de former un nouveau type de professionnel de la pastorale. Afin de mieux répondre aux besoins nouveaux et urgents de la communauté chrétienne et de la société, l'Institut de pastorale cherche à accomplir cette rencontre interdisciplinaire essentielle. Tous les membres de l'Église sont responsables de la mission d'espérance dans le monde. Aussi l'Institut de pastorale conçoit le travail pastoral comme une responsabilité conjointe des laïcs et des pasteurs, est solidaire de la promotion du laïc, et contribue activement à sa formation pastorale. Les intéressés pourront choisir l'une des concentrations suivantes:

**Pastorale générale:** pour la formation des agents de pastorale au service de la paroisse ou du diocèse.

**Counseling pastoral:** pour la formation de conseillers aptes à aider les personnes et les couples en difficulté, et à les faire grandir à leur pleine maturité humaine et spirituelle; spécialisation en counseling individuel ou matrimonial.

**Travail pastoral de groupe avec la famille et la communauté:** pour la formation d'intervenants communautaires au service des familles et des communautés, au niveau local comme au niveau diocésain.

Ces programmes conduisent à une Maîtrise ès arts en sciences pastorales.

Renseignements: Institut de pastorale  
Université Saint-Paul  
223, rue Main, Ottawa, ON, K1S 1C4  
(613) 236-1393  
(poste 235)



# RELIGION

## Dossier spécial L'ACTION SOCIALE DES ÉGLISES



PHOTO JACQUES GRENIER



PHOTO JACQUES GRENIER

André Corbeil, animateur à la Halte ressource du Plateau Mont-Royal.

L'équipe de la Halte ressource au travail.

# Carrefour Justice et Foi, l'alliance des chrétiens avec le Plateau Mont-Royal

Renée Rowan

« UN MOUVEMENT de sympathie pour la justice sociale et de solidarité avec les personnes appauvries et les groupes populaires est en train de faire ses premiers pas sur le Plateau Mont-Royal », témoignent non sans fierté Monique Galarneau et René Lavolette, tous deux agents de pastorale sociale au Carrefour Justice et Foi du Plateau.

1986. Le Centre de regroupements et d'actions communautaires, (La Maison de l'Aurore) rassemble 80 personnes engagées au nom de leur foi. C'est le premier colloque « Présence d'Église sur le Plateau Mont-Royal ». La pauvreté ressort comme un grand cri. De cette journée naît la Table des pasteurs du Plateau où l'on poursuit la réflexion.

Le problème du logement émerge comme le problème numéro un : les gens déménagent à pleine pellette, la spéculation règne, les rénovations coûtent trop cher, on est incapable de se loger sur le Plateau, raconte René Lavolette.

Avec l'appui et la collaboration des uns et des autres, un laïc met sur pied, en octobre 1987, le Carrefour Justice et Foi du Plateau Mont-Royal, membre de la Table de concertation Justice et Foi de Montréal. Puis, on forme des comités Justice et Foi d'une dizaine de personnes par paroisse. On en compte actuellement cinq.

Le Plateau, c'est 95 000 personnes : c'est un très vaste territoire. « S'engager sur la voie de la justice sociale, note Monique Galarneau, ça été en premier lieu d'aller voir de plus près ce que vivent des familles,

des jeunes enfants, des locataires et des sans-emploi et découvrir que le chômage atteint 17 % de la population active et que ça monte à 20 % chez les jeunes de 15-24 ans ». Pour cela, les uns ont fouillé les statistiques, d'autres ont pris contact avec le CLSC, avec l'école, avec quelques groupes en lien avec la population visée. Ce fut l'occasion de donner la parole à ceux qui en sont généralement privés. À plusieurs, c'est plus facile de dire non à ce qui menace la dignité, à ce qui déshumanise et fait se replier sur soi. C'est aussi plus motivant quand on sait qu'on n'est pas seul.

Établir une carte de la pauvreté, sortir sa grosse loupe pour bien identifier les problèmes, c'est bien, mais il faut ensuite aller se chercher des alliés, rejoindre les gens de la base, créer des réseaux de communica-

tions, poursuit Mme Galarneau.

On a donc fait des alliances avec des organismes populaires et communautaires existants : les CLSC, le Comité Logement Saint-Louis, les maisons de quartiers, les maisons de dépannages. On a organisé des repas communautaires, des prises de parole à travers des assemblées publiques autour de dossiers fort politiques comme le logement et la réforme de l'aide sociale, des fêtes de quartier où l'on a chanté et mis en scène les problèmes vécus sur le Plateau.

Le temps d'agir est enfin venu, enchaîne René Lavolette. Les gens du quartier, sous le nom d'Habitations communautaires Vie urbaine (HCVU) acquièrent alors, avec la collaboration de la Ville de Montréal, une maison de six logements après cinq ans de luttes, d'efforts et de pressions auprès des autorités.

Pour se doter d'un fonds d'acquisition, on organise des quêtes paroissiales, des activités bénévoles au Carrefour Justice et Foi, un repas-bénéfices avec la Maison d'Aurore, un concert avec la collaboration de Marie-Claire Séguin.

Plus de 1000 personnes, une coopérative d'Habitation, des paroissiens et des communautés religieuses ont investi ensemble 25 000 \$. « C'est notre maison ! », dit avec enthousiasme Monique Galarneau. « Notre 25 000 \$ est une goutte d'eau, mais c'est ce qui a permis à la Ville de se dire « ils sont sérieux » et d'embarquer avec nous dans ce dossier. La Ville a acquis un bâtiment sur la rue Des Érables, un « cinq logements » ; c'est la première acquisition de notre société acheteuse », enchaîne René Lavolette. Et d'ajouter : « notre contribution comme organisme d'Église, c'est d'être un outil de sensibilisation, de mobilisa-

tion. »

« La communauté chrétienne, remarque Mme Galarneau, a été interpellée par les membres des comités Justice et Foi qui ont témoigné de ce qu'ils avaient entendu et vu chez des gens qui ne prennent plus leur place à l'Église depuis un bon moment... entre les uns et les autres, il s'est établi une grande solidarité que nous avons pu célébrer ensemble à Noël et à la Pentecôte à l'occasion de fêtes de quartier. »

Habitations communautaires Vie urbaine fait partie de la Table logement et du Comité de relance en habitation sur le Plateau Mont-Royal qui dévoilait récemment un plan de relance appuyé les élus municipaux, provinciaux et fédéraux. Le Comité réclame une action prioritaire en matière d'habitation en développant du logement social sur des sites désignés et en construisant dans les trois prochaines années 1200 unités de logements sociaux incluant l'accès à la propriété collective.

Le Comité Logement Saint-Louis et le Carrefour Justice et Foi du Plateau organisent depuis le 13 février et jusqu'au 10 avril des séances d'information sur les avis d'augmentation de loyers, autre moyen d'aider les gens « à ne pas se faire avoir » par des propriétaires à la dent trop large qui pourraient être tentés d'invoquer la TPS comme motif de hausse (la TPS ne s'applique pas au loyer ni à la taxe foncière).

Outre le dossier logement qui a été la pierre d'assise de l'action menée par le Carrefour Justice et Foi depuis trois ans, il y a eu d'autres dos-

siers importants dont celui de la réforme de l'aide sociale et cet autre, difficile, de l'accueil des nouveaux arrivants. À l'est de la rue Saint-Denis, 85 % à 90 % de la population sont francophones, précise René Lavolette, tandis qu'à l'ouest, c'est une mosaïque ethnique. « Comment l'Église de quartier est-elle capable de faire de la place aux ethnies. Jusqu'à maintenant, reconnaît-elle, on n'a pas su trouver les outils pour le faire. »

Cette année, l'accent est mis sur le développement, c'est-à-dire se donner ensemble des moyens pour mieux vivre, pour reprendre du contrôle, pour transformer une situation. C'est ainsi que sur le Plateau, on a mis sur pied des cuisines collectives, une façon de se rendre les fins de mois moins pénibles en formant des équipes de quatre ou cinq personnes — des pères ou mères de famille, afin de profiter des spéciaux des épiceries, de se partager recettes et trucs, de cuisiner ensemble. À cela, s'est ajouté un groupe d'achats économiques pour profiter des produits non périssables, offerts à rabais dans les circulaires des marchés d'alimentation et d'emmagasiner les produits de façon à pouvoir en profiter toute l'année. Le groupe, grâce à une activité bénéficiaire, a réussi à accumuler un fonds de 300 \$ à 500 \$. C'est de la fierté retrouvée.

« Le Carrefour Justice et Foi, ce sont les mains et les pieds d'une foi engagée, c'est l'étroite participation entre l'Église et les résidents d'un quartier », conclut René Lavolette.

# Les objectifs de la table de concertation

Renée Rowan

LA TABLE de concertation Justice et Foi de Montréal existe depuis cinq ans. Des chrétiens et des chrétiennes engagés socialement dans des quartiers populaires de Montréal ont senti le besoin de réagir face au non-engagement de la communauté chrétienne de Montréal dans les transformations sociales et économiques en solidarité avec les pauvres et les marginalisés. Réunis à l'occasion d'un colloque sur la pauvreté en novembre 1986, ils ont décidé de créer une Table de concertation formée de délégués des réseaux présents.

Plusieurs quartiers de Montréal y sont représentés : le Sud ouest, le Centre sud, le Plateau Mont-Royal, Villieray, Saint-Michel, Saint-Laurent, Côte-des-Neiges, Lachine ainsi que le secteur anglophone du diocèse de Montréal. D'autres réseaux sont en formation dans Mercier et Parc Extension, note Guy Paiement, jésuite et coordonnateur de la Table.

La Table poursuit trois objectifs :

- promouvoir la défense et le développement des droits des personnes appauvries à Montréal;
- promouvoir une Église solidaire des personnes appauvries et des groupes populaires qui les soutiennent;
- promouvoir la concertation entre les chrétiens et chrétiennes engagés socialement pour la justice dans leur quartier.

De façon plus particulière, elle travaille à la promotion des comités Justice et Foi dans les divers quartiers, en lien avec la paroisse quand la chose est possible. Elle travaille également à la tenue périodique d'« assemblées chrétiennes de quartier » et à la mise en place de responsables laïcs de pastorale sociale de quartier.

En septembre 1987, la Table a publié un document choc intitulé *Se loger à Montréal, un long cri d'inquiétude*. Document ecclésial en quelque sorte, mais écrit par la base, cet outil de sensibilisation a vite fait le tour

de l'île. Il a été tiré à plus de 2000 exemplaires, rappelle Guy Paiement.

La Table intervient publiquement dans certains dossiers jugés prioritaires comme la réforme de l'aide sociale, la démocratie municipale. Elle tient un colloque annuel préparé conjointement par les quartiers. Celui de novembre dernier avait pour thème : « Passer du dépannage au développement ». En janvier dernier, la Table publiait la première édition de son bulletin de liaison.

Conjointement avec le Centre Saint-Pierre, la Table a créé le prix Mgr-Joseph-Charbonneau décerné chaque année à une personne ou à un groupe engagé socialement.

## LA FACULTÉ D'ÉTUDES RELIGIEUSES

Mus par un intérêt indéfectible pour la formation théologique et pour l'étude de la religion, nous proposons des cours donnant accès aux grades de :

- BA: programme spécialisé offert par la faculté des arts;
- BTh: baccalauréat en théologie (maîtrise en théologie, en collaboration avec les collèges affiliés de l'Église anglicane, de l'Église presbytérienne et de l'Église unie du Canada);
- STM: grade général sans thèse;
- MA: grade spécialisé avec thèse;
- PHD avec spécialisation dans l'une des concentrations suivantes:

- études bibliques;
- histoire et théologie;
- religion et culture;
- histoire de la religion (hindouisme et bouddhisme);
- éthique et sciences humaines en médecine.

Notre faculté est d'orientation avant tout historique et philologique, mais nous ne négligeons pas pour autant les questions d'actualité comme les études féminines, la théologie contextuelle et l'éthique comparative.

Notre faculté se compose d'un groupe restreint et sympathique d'érudits et d'étudiants qui travaillent en étroite collaboration.



L'UNIVERSITÉ MCGILL

Écrire à :  
Docteur Donna R. Runnalls  
Doyen  
Faculté d'études religieuses  
3520, rue Université  
Montréal (Québec)  
H3A 2A7 Canada



**Le mensuel d'analyse sociale au service de la société québécoise depuis 50 ans**

# relations

rend

**HOMMAGE aux artisans de la JUSTICE SOCIALE**

Nos prochains dossiers:

- L'enseignement social de l'Église (avril)
- Vu du Sud: le nouvel ordre international (mai)
- L'éthique appliquée: la société en laboratoire (juin)

**ABONNEMENTS: 20, 35\$, TPS incluse, pour dix numéros au Canada.**

**S'adresser à Mme Hélène Desmarais (514) 387-2541 25, rue Jarry ouest, Montréal (Qc) H2P 1S6**

**VIENS DE PARAITRE**

## SOCIOLOGIE ET SOCIÉTÉS

**CATHOLICISME ET SOCIÉTÉ CONTEMPORAINE**

**Numéro spécial de Sociologie et sociétés publié par Les Presses de l'Université de Montréal, vol. XXII, no 2, octobre 1990, préparé par Jean-Guy Vaillancourt de l'Université de Montréal.**

Des sociologues du catholicisme s'interrogent sur le lien complexe qui existe entre catholicisme actuel et société contemporaine, à travers l'étude de certains aspects et cas concrets. L'emphase est mise sur le Québec et sur quelques autres sociétés traditionnellement chrétiennes telles la France, l'Espagne et l'Italie.

Articles de Paul VALADIER, Jean REMY, Jean-Paul ROULEAU, Jean-Guy VAILLANCOURT, Paul-André TURCOTTE, Pauline CÔTÉ et Jacques ZYLBERBERG, Marie-Andrée ROY, Gregory BAUM, Julien HARVEY, Reginald W. BIBBY, Raymond LEMIEUX, Arnaldo NESTI, José A. PRADES, Danièle HERVIEU-LÉGER.

Vente au numéro: Chez votre libraire ou Diffusion PROLOGUE 1650, boul. Lionel Bertrand Boisbriand (Québec) J7E 4H4 Tél.: (514) 434-0306, 1-800-363-2864

Abonnements: Presses de l'Université de Montréal a/s PERIODICA, C.P. 444 Outremont (Québec) H2V 4R6 Tél.: (514) 274-5468, 1-800-361-1431

# COLLECTION SCIENCES RELIGIEUSES

**Martial Boucher**

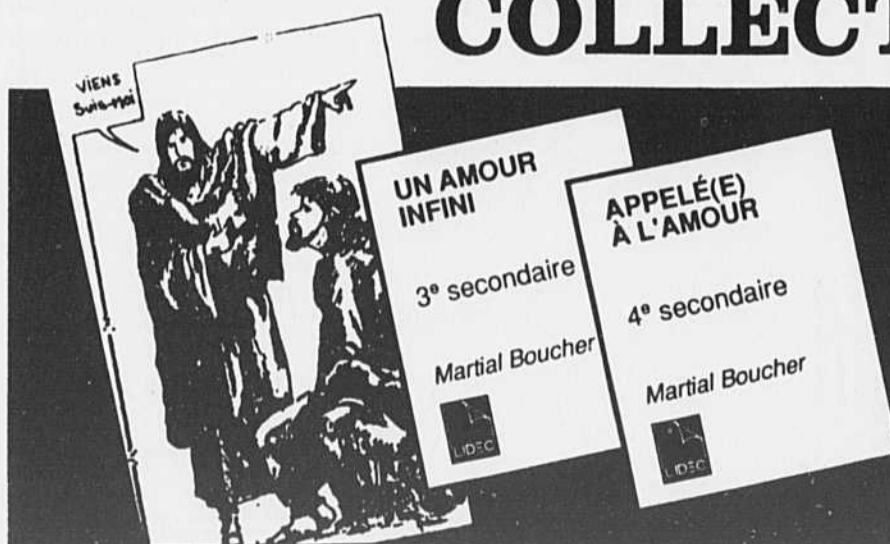
Cette nouvelle collection en enseignement moral et religieux catholique en 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> secondaire présente les mêmes aspects qui ont su se montrer précieux à travers la collection SCIENCES MORALES du même auteur:

- une présentation simple (en 40 chapitres par niveau) d'activités qui rejoignent les jeunes dans leur vécu quotidien;
- une attention particulière portée sur les travaux pratiques et les textes, voulant rendre l'apprentissage du programme vivant et signifiant aux jeunes d'aujourd'hui.

Ces cahiers sont conformes en tous points au programme du M.É.Q. et couvrent tous les objectifs terminaux et intermédiaires. Des évaluations («résumé de connaissances» et «je me souviens») sont comprises et pourront être photocopiées par l'enseignant ou l'enseignante.



LIDEC inc. 4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville Montréal (Québec) H2W 2H5 Téléphone: (514) 843-5991. Télécopieur: (514) 843-5252





# RELIGION

## Dossier spécial L'ACTION SOCIALE DES ÉGLISES

### ◆ Destin

des responsabilités, attentive au culturel et au spirituel, ouverte et solidaire. Pour l'essentiel, ils reprennent cette année ces propos devant la Commission Bélanger-Campeau, en insistant en plus sur le Québec des régions.

L'évêque de Rouyn-Noranda, Jean-Guy Hamelin, évoque aussi la déclaration de 1988 sur « la dignité menacée » touchant le projet de réforme de l'aide sociale qui a abouti à la loi 37.

Visiblement, les évêques sont dans leur élément car il s'agit de se solidariser avec les plus démunis. Le ton est direct : le projet de réforme, écrivent-ils, « transforme les victimes du système économique en présumés coupables ».

« Un choix de société s'évalue d'après le sort fait aux plus pauvres. Les personnes ne valent pas seulement par leur utilité économique. Notre foi chrétienne, en tout cas, ne saurait s'accommoder d'une telle conception ».

Ils fustigent ce système de deux poids deux mesures : « La déréglémentation qui tend à retirer graduellement du monde des affaires tout contrôle social et étatique, contraste singulièrement avec le poids des contrôles qu'on veut imposer aux personnes assistées sociales ».

Ils parlent encore de « valeurs dévalorisées », et de « droits de la personne exclus » et proposent plutôt « une réforme de nos choix de société et de nos mentalités ». Bref, concluent-ils, il faut retirer le projet de loi.

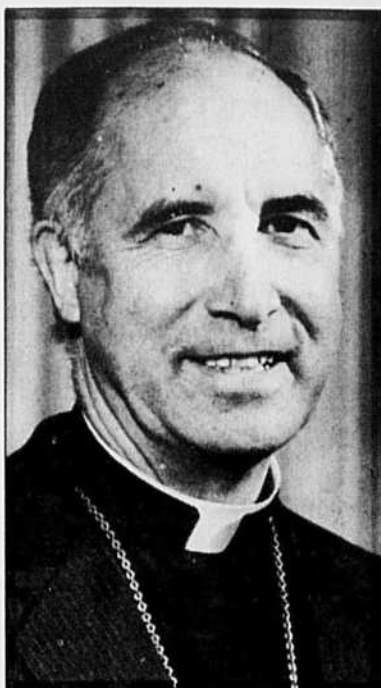
« Nous avons tout fait ce qui était possible », poursuit Jean-Guy Hamelin. « Nous avons marché avec les assistés sociaux. Je suis allé à leur congrès. J'ai réécrit au premier ministre une fois la loi 37 adoptée pour lui dire ce qu'on pensait de la façon dont il traitait les assistés sociaux ».

Tout cela est demeuré relativement peu connu. « Justement, nos interventions tombent souvent à plat dans les médias », dit Bernard Hubert.

Il y a de notables exceptions, comme leur amende honorable du printemps dernier à l'occasion du 50e anniversaire du vote des femmes. Voilà 50 ans, ils avaient combattu le droit de vote des femmes! Ils ont fait la manchette du Téléjournal. La déclaration sur la violence conjugale de novembre 1989 a aussi fait passablement de bruit.



Bernard Hubert, évêque de Saint-Jean-Longueuil.



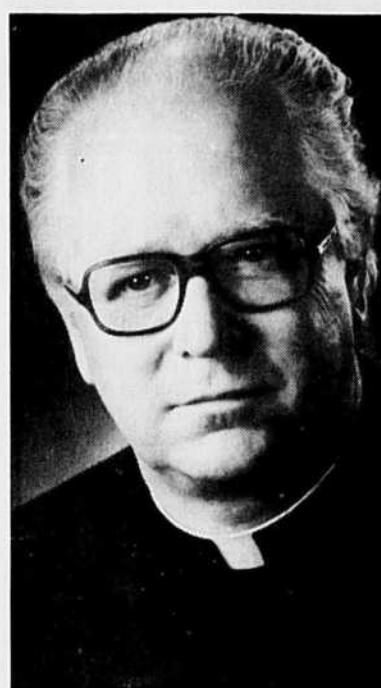
Jean-Guy Hamelin, évêque de Rouyn-Noranda.

Parfois, des évêques se trouvent carrément pris dans la tourmente, comme ce fut le cas l'été dernier dans la crise d'Oka, de Kahnawake et Kanatasake : Bernard Hubert, Charles Valois, et Robert Lebel de Valleyfield, se sont sans cesse concertés dans leurs interventions. Ils ont surtout prié leurs confrères, surtout des autres provinces, de « bien vouloir se mêler de leurs affaires », dit carrément Bernard Hubert.

Au plan canadien, on a choisi de se centrer sur les « dossiers nationaux », explique pour sa part Charles Valois, président de la Commission canadienne des affaires sociales : la réforme de l'assurance-chômage, la traité du libre-échange, la TPS, la question autochtone, etc.

Depuis dix ans, c'est d'ailleurs une déclaration canadienne qui a eu le plus d'impact médiatique. Les « jalons d'éthique et réflexions sur la crise économique actuelle » ont connu une diffusion exceptionnelle en janvier 1983 après que l'archevêque de Toronto, Emmett Carter, l'ait désavouée publiquement. Sa fortune médiatique fut ainsi assurée pendant quinze jours, conviennent les trois évêques.

On y critiquait durement les stratégies du gouvernement fédéral durant la récession de 1982. De Bang-



Charles Valois, évêque de Saint-Jérôme.

kok, Pierre-Elliott Trudeau a parlé d'« analyse sommaire ». Jean-Louis Roy, alors directeur du DEVOIR, a attaqué durement sur le terrain même des évêques en qualifiant leur « démarche de peu évangélique ».

Si les médias font à leur avis généralement peu de cas des interventions épiscopales, comme des groupes d'action sociale en générale, ajoute Fabien Leboeuf, tous n'en pas moins observé que ces messages continuent à nourrir la réflexion des chrétiens.

Et détail qui a son importance, précise Gisèle Turcot, la première et la seule femme à n'avoir jamais été

## L'Église veut aider à trouver des réponses à la crise du travail

LA COMMISSION des affaires sociales de la Conférence des évêques catholiques du Canada a lancé en 1989 un projet pastoral intitulé Travail et Solidarité. Elle a tenu, dans le cadre de ce projet, une vaste consultation sur la « crise du travail ». Elle vient, le mois dernier d'en publier les conclusions. En voici un extrait substantiel.

La consultation a recueilli des commentaires et des critiques quant au rôle de l'Église dans l'élaboration d'une réponse à cette crise du travail. Des recommandations d'action ont également été faites pour qu'il y ait un suivi aux plans diocésain, régional et national.

De façon générale, on reconnaît que l'Église dispose de nombreux enseignements sur la valeur et la dignité du travail humain, et sur la priorité à lui accorder dans tout développement économique. Cependant, l'Église a « lamentablement échoué » dans l'application concrète de son enseignement social. Parmi les critiques qui reviennent le plus souvent, notons : le manque de formation et de leadership du clergé, qui l'empêche de s'attaquer aux questions sociales actuelles concernant le travail et la main-d'œuvre; le rôle des diocèses et des organismes d'Église comme employeurs; l'incapacité, à ce jour, de mieux faire connaître l'enseignement social de l'Église, notamment les déclarations des évêques canadiens aux catholiques; le peu d'attention accordée à la promotion de la justice sociale dans l'éducation religieuse, dans la liturgie et dans les autres ministères

pastoraux. On a également fait ressortir la perte de crédibilité dont souffre l'Église quand elle ne s'efforce pas d'être un signe vivant et un symbole de ses propres enseignements.

Voici les douze recommandations provenant des rapports des quatre régions :

a) que les évêques et l'Église fassent preuve de prophétisme dans leur réponse à « la crise du travail », aux niveaux diocésain, régional et national;

b) que l'Église élabore et fasse connaître en priorité une théologie du travail;

c) que chaque diocèse, là où il n'existe pas, mette sur pied un bureau et/ou un ministère de justice sociale, afin d'œuvrer à la promotion de l'enseignement social de l'Église;

d) que les facultés de théologie et d'éducation permanente disposent de programmes de formation susceptibles d'aider le clergé à mettre en pratique l'enseignement social de l'Église;

e) qu'à l'occasion des liturgies et des homélies, on s'efforce de faire connaître l'enseignement social et qu'on aide les gens à poursuivre leur réflexion sur les questions socio-économiques à la lumière de cet enseignement;

f) que chaque diocèse établisse des relations de travail formelles avec les syndicats de sa région, afin de mieux effectuer son ministère concernant les droits et les besoins des travailleurs;

g) que l'Église s'engage davantage aux côtés des coalitions syndicales et

populaires, afin de promouvoir la justice économique et sociale dans notre société;

h) que l'on mette l'accent sur le travail oecuménique (entre chrétiens) et inter-religieux pour répondre aux enjeux éthiques reliés à la crise du travail;

i) qu'en toute priorité on presse les gouvernements fédéral et provinciaux d'adopter des stratégies et des politiques de plein emploi;

j) que dans ses déclarations et ses gestes, l'Église fasse ressortir le vécu des femmes dans la crise du travail actuelle;

k) que les évêques travaillent en collaboration avec les communautés chrétiennes locales pour mettre en pratique ces recommandations;

l) que les évêques canadiens réaffirment leurs positions existantes sur la justice économique, les droits des travailleurs et le rôle des syndicats.

En tout premier lieu, ces recommandations lancent un défi théologique et pastoral à la mission de l'Église canadienne, qui veut répondre à la crise du travail au pays. Elles exigent de l'Église qu'elle agisse à tous les niveaux — diocésain, régional et national. Nous formulons l'espoir que les évêques et les communautés chrétiennes reprennent ce rapport et ces recommandations, les discutent, en débattent chez eux, et en tirent des pistes d'action. Ce projet Travail et Solidarité est un processus qui nous amènera peu à peu à renouveler notre engagement envers l'enseignement social de l'Église sur la valeur et la dignité du travail humain aujourd'hui.

secrétaire générale de l'AEQ, « il y a toujours des gens associés à la préparation des interventions ». On soumet même fréquemment, les textes privément à des experts ou des organismes concernés « y compris aux syndicats », ajoute Jean-Guy Hamelin.

Et sur quoi, portera le prochain message du premier mai ? Nos interlocuteurs n'ont pas voulu en dire plus. Mais LE DEVOIR a ses sources. Il s'intitulera : « Pour un développement solidaire ». On en saura plus le 26 avril.

### ◆ Ecrivains

vrissement au Québec, ce rapport trace les divers visages de ce phénomène et tente d'en repérer les racines. Le réseau de lecteurs, lectrices et écrivains publics s'implantera donc dans les quartiers à forte densité de pauvreté où se concentre davantage l'analphabétisme. Intimement liées, ces deux conditions confirment les individus dans le cercle

vicieux de la dépendance et de l'isolement.

### ◆ Famille

tale, monoparentale, recomposée ou d'accueil ».

« L'Église a été prophète. Elle est intervenue dans le secteur des hôpitaux, dans les services sociaux et dans ceux de l'éducation avant l'État. Chaque fois que l'État a pris en charge un domaine initié par elle, l'Église s'est retrouvée une nouvelle mission. Aujourd'hui, la famille prend sa place dans l'Église. Et si on a au Québec une politique familiale, en dépit de ses limites et ses imperfections, c'est parce que l'Église elle-même a décidé d'intervenir et de pousser l'État à assumer des responsabilités qui lui reviennent ».

Mais sa responsabilité ne s'arrête pas là, poursuit Ronald Cormier. L'État, dit-il, doit accorder son support aux organismes familiaux actifs au Québec. Des organismes bénévoles, pour la plupart issus de l'Église,

qui affichent tous le même objectif : « Donner aux familles le goût de vivre en famille ».

## Dossier spécial RELIGION

Coordination : **Jean-Pierre Proulx**  
Maquette : **Réal Bouvier**  
Publicité : **Christiane Legault**  
Administration : **André Leclerc**

Ce dossier spécial est édité par le journal LE DEVOIR sous la responsabilité de : **Michel Lefèvre**, Rédacteur en chef adjoint

**JEUNESSE DU MONDE MONTRÉAL**  
6558 A, rue Saint-Denis  
Montréal, Qc. H2S 2R9  
Tél.: (514) 271-5473

**"Hommage aux jeunes qui s'engagent dans l'action sociale"**

**JEC**  
jeunesse étudiante chrétienne  
fédération de Montréal  
5325, rue Breton, Montréal, Québec H2J 3J6  
Tél. 522-1663

### JÉSUS DONNE SA VIE... ET TOI?

L'oeuvre des vocations du diocèse de Montréal

### Gosselin et Associés COMPTABLES AGRÉÉS

Michel H. Gosselin, C.A.

Spécialisé dans les organismes volontaires et de charité depuis 25 ans.

1415 Jarry Est  
Bureau 430, Montréal  
Qué. H2E 1A7  
Tél.: (514) 376-4090

### ENTRAIDE MISSIONNAIRE

Attentive à la pratique et aux préoccupations des missionnaires d'ici et d'ailleurs, l'Entraide missionnaire aborde les questions relatives à la mission, à la spiritualité, à la théologie contextuelle, au développement des peuples, aux droits humains, à la justice sociale.

Voici les thèmes et les dates de quelques-unes des prochaines activités offertes par l'organisme:

- les plus appauvris au Québec: les jeunes et les femmes (samedi le 13 avril 1991 à Montréal);
- Évangélisation et spiritualité autochtone (samedi le 20 avril 1991 à Montréal);
- Brésil: les droits humains, les investissements, les Amérindiens (samedi le 27 avril 1991 à Montréal);
- La dette du tiers monde (samedi le 4 mai 1991 à Québec);
- L'Afrique à l'heure des droits humains (samedi le 11 mai 1991 à Montréal);
- Forum des droits humains (samedi le 25 mai 1991 à Montréal);
- Symposium des laïques en mission (samedi le 8 juin 1991 à Montréal);
- le Congrès annuel: 1492-1992 — À la redécouverte de notre histoire et de notre mission (les 6-7-8 septembre 1991 à Montréal).

Nous vous invitons à participer à ces différentes activités en vous inscrivant à:



**Entraide Missionnaire**  
15 OUEST, DE CASTELNAU  
MONTRÉAL, Qc. H2R 2W3  
TÉL.: (514) 270-6089  
FAX: (514) 270-6156

### Institut Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal



Une communauté d'action sociale fondée au Québec en 1923 par Marie Gérin-Lajoie

1130 boul. Saint-Joseph Est  
Montréal H2J 1L4 (525-2574)

### LE GRAND SÉMINAIRE DE MONTRÉAL

150 ans au service de la formation des prêtres pour notre société

Une histoire de 462 pages maintenant disponible



### LA SOCIÉTÉ DES MISSIONS ÉTRANGÈRES

Que faisons-nous?

Nous annonçons la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ

- en travaillant à la formation de communautés chrétiennes évangélistes
- en nous engageant dans la promotion de la justice et du respect de la dignité humaine,
- en accueillant les valeurs culturelles des peuples où nous vivons au service de l'Évangile.

Où?

- En Asie: Philippines, Hong Kong, Japon.
- En Amérique latine: Argentine, Chili, Pérou, Cuba, Honduras.
- En Afrique: Soudan.
- Et au Canada.

180, Place Juge-Desnoyers, Pont-Viau, Laval (Québec) H7G 1A4. — Tél.: 667-4190



### LES MISSIONNAIRES OBLATS DE MARIE IMMACULÉE

Fondée en France en 1816 par le bienheureux Eugène de Mazenod. Présents dans une cinquantaine de pays, sur tous les continents. Au Canada depuis 150 ans (1841).

Aujourd'hui encore présents à l'Église d'ici en

### «Évangélisation et éducation de la foi»

comme missionnaires auprès des autochtones en paroisses en milieux populaires en animation et éducation:

- Université Saint-Paul à Ottawa
- Centre Jésus-Ouvrier à Québec
- Centre Saint-Pierre à Montréal
- Sanctuaire de Notre-Dame du Cap, à Cap-de-la-Madeleine
- en tous lieux où la foi chrétienne pousse de nouvelles racines...

3456, avenue du Musée  
Montréal, QC  
H3G 2C7  
(514) 844-1924

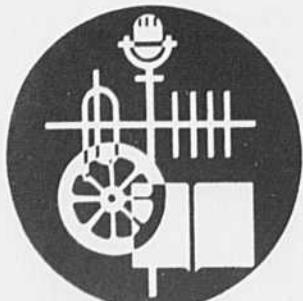
C.P. 9696  
3400, chemin Saint-Louis  
Ste-Foy, QC G1V 4C2  
(418) 653-9241

### TOI QUI CHERCHES...

Vivre et annoncer l'Évangile à travers les médias les plus modernes.

Voilà le défi de la Société Saint-Paul.

Si l'Évangélisation et les communications de masse t'intéressent, renseigne-toi auprès de:



**Société Saint-Paul**  
3965, boul. Henri-Bourassa Est,  
Montréal, QC, H1H 1L1  
Tél.: (514) 322-7344



Engagés depuis 1657 dans le projet spirituel, culturel, éducatif et social de notre société.

### LES PRÊTRES DE SAINT-SULPICE

116, rue Notre-Dame ouest  
Montréal, H2Y 1T2  
(514) 849-1070



# RELIGION

## Dossier spécial L'ACTION SOCIALE DES ÉGLISES

### En 1891, *Rerum Novarum* ouvrait l'ère moderne de la doctrine sociale dans l'Église catholique

Jean-Marc Salvet

**RERUM NOVARUM** a cent ans. Le 15 mai 1891, le pape Léon XIII provoqua dans le ciel de Rome un coup de tonnerre qui allait bouleverser — et pour longtemps — bien des esprits. Ce jour-là, l'un des plus grands pontifes de l'Église contemporaine présenta aux évêques, au clergé et aux fidèles du monde entier, la première encyclique sur la condition des ouvriers dans la société capitaliste. Il ouvrait l'ère moderne de « la doctrine sociale de l'Église ».

Les catholiques de l'époque avaient été témoins des premières grandes crises économiques. Les abus du capitalisme sauvage, comme on le qualifiait jadis, faisaient que l'Église ne pouvait plus ignorer les drames socio-économiques des populations. D'autant que la misère ouvrière était par milliers les travailleurs dans des organisations socialistes révolutionnaires et athées. Une catastrophe.

Mais si elle condamne les inégalités provoquées par le développement industriel et se soucie de la juste répartition des biens, l'encyclique *Rerum novarum*, dans un même souffle, récuse le socialisme dont on dit qu'il « prône la haine entre les classes sociales ».

*Rerum novarum* n'est pas apparue subitement. Elle ne constitue pas une rupture radicale avec le passé. Elle est le résultat de pressions menées par les catholiques sociaux que les problèmes du temps révoltaient. En fait, l'encyclique est venue donner corps à un mouvement qui lui était antérieur.

La force novatrice de l'encyclique ne doit pas échapper au profane, rappelle Louis O'Neill, professeur d'études sociales à la Faculté de théologie de l'Université Laval. Jamais jusqu'alors, la papauté ne s'était pro-

noncée sur la question sociale. Et en quels termes. « Je fais lire à mes étudiants les principaux extraits de l'encyclique en les priant de ne pas s'arrêter au style parfois ampoulé. Ils sont toujours surpris d'y lire l'affirmation de la primauté du travail sur le capital et le devoir d'intervention de l'État dans le domaine social ».

Au fond, « le bon pape » Léon XIII, intuitivement peut-être, a orienté la sensibilité sociale des chrétiens vers une réforme des structures. Les oeuvres de miséricorde « vouées au soulagement de la misère », selon l'expression alors en vigueur, avaient beau foisonner, elles n'entraient rien du tout. Il fallait donc agir.

Nous trouvons dans *Rerum novarum*, l'expression « État providence », souligne Louis O'Neill. Une idée très critiquée aujourd'hui. « Léon XIII dit que les riches sont capables de se débrouiller seuls. Qu'ils peuvent avec leur richesse régler leurs problèmes. Les pauvres eux ne le peuvent pas. L'État doit donc être la providence des pauvres et des travailleurs. Si ces derniers sont pauvres, c'est qu'ils n'ont pas le salaire qu'il faut pour vivre. Si les enfants travaillent à la mine et à l'usine, c'est que le salaire du père est insuffisant. D'où les idées de la juste rémunération, de législations sur les salaires, sur les conditions de travail, le droit d'association, etc. » Léon XIII, qu'on surnommait le « pape des ouvriers », reconnaît, avec *Rerum novarum*, les limites de la charité.

« L'encyclique enseigne aux chrétiens qu'ils ne doivent pas se contenter d'interventions ponctuelles. Ils doivent toucher le cœur des problèmes. Les oeuvres, même les meilleures, ne changent rien à la situation. Si l'une d'elles aide son bénéficiaire, elle fait peu pour la société dans son ensemble ».

Le fil conducteur reliant *Rerum novarum* aux autres encycliques so-

ciales ayant marqué le XXe siècle est le passage de la bonne volonté personnelle à ce que le professeur de Laval qualifie de structurel, d'institutionnel et de politique. « Je peux par exemple aider mon voisin malade et je peux aussi, via une réforme structurelle, payer un impôt qui fait en sorte que j'aide plusieurs malades à la fois. Je pense que Léon XIII a senti que c'est cette voie-là qu'il fallait emprunter ». Une voie politique, laisse en quelque sorte entendre l'ancien ministre des Communications et des Affaires culturelles dans le premier cabinet de René Lévesque.

Les encycliques sociales que *Rerum Novarum* a inspirées (notamment *Quadragesimo anno* en 1931, *Mater et magistra* en 1961, *Octogesimo adveniens* en 1971 ou *Laborem exercens* en 1981) portent toutes son empreinte. *Rerum novarum* a été un point de départ. Elle a jeté les bases de « l'enseignement social de l'Église ».

Au Québec, « son esprit » est présent dans les mouvements populaires. On retrouve sa mémoire, affirme Christiane Lagueux, animatrice sociale au diocèse de Québec, non seulement dans les paroisses et les groupes d'action catholique, mais aussi « dans les groupes de solidarité internationale, les comités justice et foi, les comités de pastorale sociale, les groupes de jeunes, de femmes et dans les syndicats ».

En Amérique latine, l'esprit de *Rerum novarum* a notamment revêtu les habits de la théologie de la libération. « Il y a une parenté profonde entre les problématiques visées par l'enseignement social de l'Église et les situations du peuple latino-américain », écrit Gabriel Chénard dans un texte sur *Rerum novarum*. Pour ce professeur de Laval, la filiation est nette si l'on considère « les grands thèmes de l'enseignement » :

droit d'association, juste salaire, refus des gouvernements totalitaires, justice, solidarité, abus du capitalisme...

Pourtant, « l'option pour les pauvres » de *Rerum novarum* ne passe toutefois ni par la condamnation du capitalisme ni par l'avènement du socialisme. Peut-on, dès lors, penser que l'encyclique rejette l'une et l'autre de ces deux solutions ? Ce n'est pas la lecture qu'en font certains.

Replaçant les choses dans leur perspective historique, Jean Richard, de l'Université Laval, écrit, dans *Pastorale Québec* que « l'encyclique ne serait pas une réaction ecclésiastique bien tardive au problème social, venant quarante ans après le Manifeste du Parti Communiste. Elle serait plutôt un document arrivant bien à temps, avant son temps même, comme une mise en garde contre la révolution socialiste qui s'annonce ».

Bien que *Rerum novarum* ait ses limites et malgré ses ambivalences, sa lecture permettrait encore de comprendre ce qu'il y a d'inéquitable dans nos sociétés, dit Louis O'Neill. Par exemple, Léon XIII parle de « l'usure dévorante ». Pour lui, l'usure dévorante caractérise une société dans laquelle les gens ne se font pas seulement exploiter mais voler par l'ordre économique.

De nos jours, on pourrait notamment appliquer l'expression aux relations nord-sud. Le Brésil a payé en intérêt sur sa dette plus que la valeur du capital emprunté. Ne sommes nous pas nous aussi des usuriers ? Je suis sûr que Léon XIII devant cet exemple dirait : « C'est exactement ce que je voulais dire », badine Louis O'Neill.

La commémoration du centenaire de l'encyclique *Rerum novarum*, le 15 mai prochain, donnera lieu à plusieurs manifestations à travers le monde catholique. Au Québec, l'é-



Léon XIII, auteur de la première encyclique sociale *Rerum Novarum* en 1891.

vénement sera souligné par un « super-colloque » qui se déroulera à Québec du 12 au 17 mai prochain. Organisé conjointement par la Faculté de théologie de Laval et l'Église diocésaine de Québec, « La question sociale hier et aujourd'hui » réunira plusieurs conférenciers d'ici et de l'étranger. La réunion sera l'occasion d'une réflexion profonde sur l'enseignement social de l'Église et sur les réponses qu'il convient d'apporter aux problèmes actuels.

Pour cette occasion, des initiatives originales ont déjà eu lieu. Telle cette trousse d'animation conçue par Vivian Labrie et produite par le Comité des pratiques sociales du diocèse de Québec et le Carrefour de pastorale en monde ouvrier. La trousse invite les chrétiens engagés dans leur milieu à réfléchir sur différents aspects de l'engagement social. Quatre thèmes sont proposés : conditions de vie, conditions de travail, politique et projet de société et solidarité. La démarche permettra, le 12 mai, jour de l'ouverture du col-

loque, de « célébrer les acquis des engagements sociaux des chrétiens d'ici, de mettre en commun leurs analyses, leurs revendications, leurs interrogations et de prendre la parole sur les enjeux sociaux de l'heure ».

« J'espère, déclare Louis O'Neill, coordonnateur du colloque, que ce centenaire sera l'occasion pour beaucoup d'entre-nous de se retrouver des voies d'actions au plan social. Pas seulement pour les chrétiens mais pour tous ceux qui partagent l'anthropologie chrétienne. L'important est moins d'avoir la foi que de partager les valeurs du message de justice. Comme vision sociale, comme manière d'incarner sa foi, *Rerum novarum* est extraordinaire ». La faillite des idéologies économicistes permettra peut-être de voir dans la pensée sociale chrétienne, « non pas une panacée, mais des éléments valables pouvant guider la recherche de solutions aux graves problèmes qui affectent la communauté des peuples ».

### Pierre Vivante fait de la non-violence le coeur de son engagement

Jean-Marc Salvet

LA GUERRE du Golfe a déchiré la conscience de bien des chrétiens d'ici. Mais d'aucuns avaient déjà tranché, radicalement, en faveur de la non-violence. C'est le cas d'une petite communauté de Côte-des-Neiges : la *Pierre Vivante*.

Quelles que soient les formes qu'elle revêt et les objectifs qu'elle poursuit, la violence reste « un moyen inacceptable d'intervention », affirme Pierre Bisailon, fondateur et animateur de cette communauté particulière.

À son avis, la guerre du Golfe en a fourni une nouvelle illustration : « Elle n'a rien réglé. Ce sont des actions qui ne répondent pas aux exigences de l'Évangile ».

C'est de cette communauté, et plus précisément du Centre de ressources sur la non-violence qu'elle a créé, qu'est rapidement né, au lendemain du déclenchement de la guerre du Golfe, le mouvement de jeûne public et rotatif en faveur de la paix.

La *Pierre Vivante* est une « communauté laïque non-violente d'inspiration chrétienne », explique-t-il. Elle regroupe, dans une grande maison de Côte-des-Neiges, deux franciscains, un couple avec un tout jeune enfant et quelques célibataires. Une vingtaine d'autres personnes gravi-

tent autour de ce noyau dur. Toutes s'efforcent de vivre pleinement la non-violence à partir des valeurs chrétiennes et franciscaines.

Pierre Bisailon, 63 ans, franciscain depuis l'âge de 18 ans, a enseigné la philosophie avant de devenir, en 1967, le premier directeur général du cégep Édouard-Montpetit. Il est l'un des membres fondateurs de la *Pierre Vivante*. « C'est, se rappelle-t-il, pour vivre pleinement les valeurs liées à la non-violence que la communauté est née ».

« Je définis la violence, explique-t-il, comme toute attitude de domination envers des personnes ou des éléments de la création. Quand on cherche à dominer l'autre, lorsqu'on ne lui donne pas la possibilité d'être ce qu'il est véritablement, on est dans une relation de violence ».

La non-violence repose sur le respect. C'est une façon de vivre sa vie sans s'imposer à l'autre. « Et pas seulement envers les être humains mais envers tous les être vivants, y compris les plantes et les animaux ». La non-violence, laisse-t-il entendre, c'est peut-être l'écologie poussée au bout de sa logique.

Vouloir établir la non-violence n'apparaît pas à tous et chacun comme une priorité du jour au lendemain. « C'est à partir de la façon qu'elles avaient de comprendre leur engagement chrétien, de compren-

dre l'Évangile, que certaines personnes ont été amenées à faire de l'action sociale et à travailler pour la paix. Pour d'autres, c'est l'inverse qui s'est produit. Leur vision de la vie leur a fait comprendre de manière différente l'action du Christ. Moi, par exemple, je vois aujourd'hui la non-violence inscrite au cœur même du projet franciscain ».

Une fois le concept de non-violence pleinement intégré, tout est mesuré à partir de lui. Pas seulement l'écologie mais aussi la justice sociale, le pacifisme, le féminisme, la santé et même la nourriture. « Si l'on mange des aliments ayant perdu leurs valeurs nutritives, on fait violence à notre corps, explique Pierre Bisailon. Et là, je ne parle même pas de l'utilisation de produits chimiques ou de la façon dont on traite les animaux destinés à la consommation humaine. Non plus que des effets néfastes que notre consommation a sur le Tiers-Monde ».

Le droit de propriété engendre aussi la violence. « S'approprier des choses, c'est d'abord établir un lien de domination sur elles. Ensuite, le droit de propriété fait que l'on est obligé pour les protéger d'établir des liens de domination envers autrui ».

Vivre la non-violence, explique Pierre Bisailon, contribue notamment à éviter que la domination surgisse dans une relation homme-femme. Elle inspire également la relation adulte-enfant. Mais l'ériger en système de vie ne va pas sans difficulté. « Ça ne se vit pas de manière passive. C'est même une lutte de tous les instants ».

La démarche est sérieuse et pas tellement évidente. Elle exigerait, si tous voulaient l'appliquer, une transformation radicale des fondements de nos sociétés. L'intervention sociale qui vise seulement à corriger des dysfonctionnements apparaissant dans la société n'est pas suffisante. « Il faut s'attaquer aux causes. Aider ceux qui ont faim, mais tentons surtout d'en enrayer les raisons ».

Car la violence s'installe et se développe dans des conditions sociales, économiques, politiques et culturelles bien particulières ».

Conscients qu'ils ne pouvaient à eux seuls promouvoir leur vision de la non-violence, plusieurs membres de la *Pierre Vivante* ont participé, en 1988, à la formation du Centre de ressources sur la non-violence. Celui-ci occupe plusieurs locaux de la « grande maison » de Côte-des-Neiges.

Prolongement de la petite communauté, l'organisme pacifiste est en quelque sorte le témoin de ses valeurs. Il propose ses réflexions, conduit des recherches et participe à une foule d'actions qu'il mène avec d'autres groupes. Avec des membres de la *Pierre Vivante*, le Centre par-

ticipe notamment à la vigile silencieuse pour la paix qui, chaque mois, se déroule devant la *Christ Church*, l'église anglicane coincée entre La Baie et Eaton.

Le Centre s'intéresse de façon particulière à la défense civile non-violente, à la résolution non-violente des conflits, aux Brigades de paix internationales et à la solidarité avec les nations autochtones. Il lui adresse certains. « La non-violence à la Gandhi est possible, conclut M. Bisailon, parce qu'elle est une technique efficace. Je peux vous en donner un exemple récent : l'effondrement des régimes d'Europe de l'Est. Si les gens avaient pris les armes, ils auraient tout de suite été écrasés. Alors que les rassemblements de foule, les pressions venant de la rue ont conduit à des changements radicaux ».

**L'ARCHE-MONTRÉAL**  
CHANGER LE MONDE UN COEUR À LA FOIS (le premier sera peut-être le tien).  
L'Arche, fondée par Jean Vanier en 1964 est une fédération internationale regroupant des communautés inspirées par les béatitudes. Vivre à L'Arche c'est partager le quotidien, c'est un lieu où les personnes avec un handicap intellectuel et celles qui les assistent vivent, travaillent et prient ensemble dans un milieu familial et communautaire.  
Tu cherches un sens à ta vie? Alors tu pourrais nous rejoindre en écrivant à :  
**L'ARCHE-MONTRÉAL**  
6644, boulevard Monk  
Montréal, Québec H4E 3J1

**DU NEUF**  
CHEZ  
*Desmarais & Robitaille*  
**VENEZ VOIR!**  
ARTICLES DE PIÉTÉ  
OBJETS ET VÊTEMENTS LITURGIQUES  
ORFÈVRE-VITRAUX-LIVRES-CASSETTES  
**DESMARIS & ROBITAILLE**  
60 OUEST, RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL. (514) 845-3194  
333 RUE DALHOUSIE, OTTAWA. (613) 233-1175

**Faculté de théologie**  
**UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE**  
Sherbrooke (Québec)  
J1K 2R1  
**SerFADET**  
Pour répondre aux nouveaux besoins de formation, la Faculté de théologie de Sherbrooke offre aux divers milieux un Service de formation à distance en théologie. Par les vidéo-cassettes, les cahiers d'accompagnement et les animateurs et animatrices de groupe, la faculté s'associe aux responsables des diocèses et des paroisses, des institutions tant religieuses qu'éducatives pour l'éducation de la foi.  
Pour plus de renseignements, vous pouvez communiquer avec le responsable de SerFADET:  
**Lucien Vachon**  
Faculté de Théologie  
Université de Sherbrooke  
Sherbrooke, Qc  
J1K 2R1  
Tél.: (819) 821-7611 Fax: (819) 821-7677

Un cadeau merveilleux  
**icônes byzantines**  
de:  
**Rosette Mociornitza**  
**(514) 656-0188**

**CAMPS D'ÉTÉ 1991**  
sous la direction des  
Frères des Écoles chrétiennes  
**Camp de l'Avenir**  
à orientation pastorale  
**CAMP 1** Garçons 14-17 ans 28 juin - 6 juillet  
**CAMP 2** Garçons 12-13 ans 7 au 13 juillet  
**CAMP 3** Filles 12-13 ans 14 au 20 juillet  
**CAMP 4** Filles 14-17 ans 21 au 29 juillet  
**Secrétariat**  
1475, Ave Morgan  
Montréal, H1V 2P6  
(514) 255-9392  
**Camp Aventure-Jeunesse**  
de plein-air et d'aventure  
**CAMP 5** Garçons et filles 9 à 11 ans 3 au 9 août 1991  
**CAMP 6** Garçons et filles 9 à 11 ans 11 au 17 août 1991

**UQAM** Le savoir universitaire, une valeur sûre!  
**Sciences des religions**  
**Maîtrise en sciences des religions**  
**Doctorat en sciences des religions (UQAM/Concordia)**  
Pour l'étude du phénomène religieux d'hier et d'aujourd'hui au Québec et ailleurs  
• Les théories de la religion  
• Les grandes traditions spirituelles de l'humanité  
• Les enjeux éthiques de la culture contemporaine  
• Les défis de l'éducation dans les domaines de la religion et de la morale  
Renseignements: Département des sciences religieuses, Université du Québec à Montréal, C.P. 8888, succursale A, Montréal (Québec) H3C 3P8. Tél.: (514) 987-4497  
**Université du Québec à Montréal**



## La revue *Relations*, 50 ans de critique sociale

Hélène Boyer

« NOUS NOUS TOURNONS résolument du côté de l'analyse critique de la société. Nous voulons éclairer le débat et non pas le faire. *Relations* fait partie de la presse engagée pour la justice sociale ».

Première femme nommée à la direction de la revue *Relations* en septembre 1988, soeur Gisèle Turcot voit dans cette revue l'alliance du message chrétien aux contestations de l'ordre établi. Cette dualité peu commune fut à la base de la fondation du magazine religieux. Elle garde encore toute son actualité quelque 50 ans plus tard.

Comme un leitmotiv, les mots engagement, responsabilité sociale, protection des droits humains et respect de la démocratie reviennent inlassablement alors que la directrice explique les motifs qui ont poussé les jésuites à fonder *Relations*. En 50 ans d'existence, le mensuel ne cherchera pas à s'écarter de la position définie par les fondateurs eux-mêmes.

Fondée en 1941 par un groupe de jeunes jésuites désireux de passer à un Québec plus ouvert sur le monde, *Relations* affichait déjà ses couleurs dans le premier éditorial. Les fondateurs, dont le premier directeur, le père Jean-d'Auteuil Richard qui vit toujours, favorisèrent l'analyse sociale et la critique constructive pour faire du Québec une société réellement démocratique. Quelques années plus tard, en 1948, le tirage de la revue atteignait 15 000 exemplaires alors que l'on comptait sur les doigts d'une seule main les magazines québécois. La justesse des objectifs qui avaient mené à sa fondation résisterait-elle aux secousses qui heurteront la presse ?

Aujourd'hui, *Relations* peut s'enorgueillir d'un record de longévité parmi les publications qui donnent la parole aux discours des tiers, des marginalisés : « Notre revue vise un public averti, explique Gisèle Turcot. Nous nous situons entre la revue de masse et celle à caractère académique. Mais, ce n'est pas un supermarché ici ! Nous n'abordons pas tous les points de vue. Nous épousons la perspective de l'analyse sociale souvent à partir de ceux qui n'ont pas de voix ou qui n'ont pas la chance d'être sur la place publique pour vérifier les enjeux qui les concernent ».

Pour la directrice, le point de vue des tiers permet de libérer l'imagination et d'apporter un nouvel éclairage aux questions qui touchent l'ensemble d'une société. Dans la pour-

suite de la réflexion chrétienne, *Relations* se veut un outil au service de l'éthique sociale.

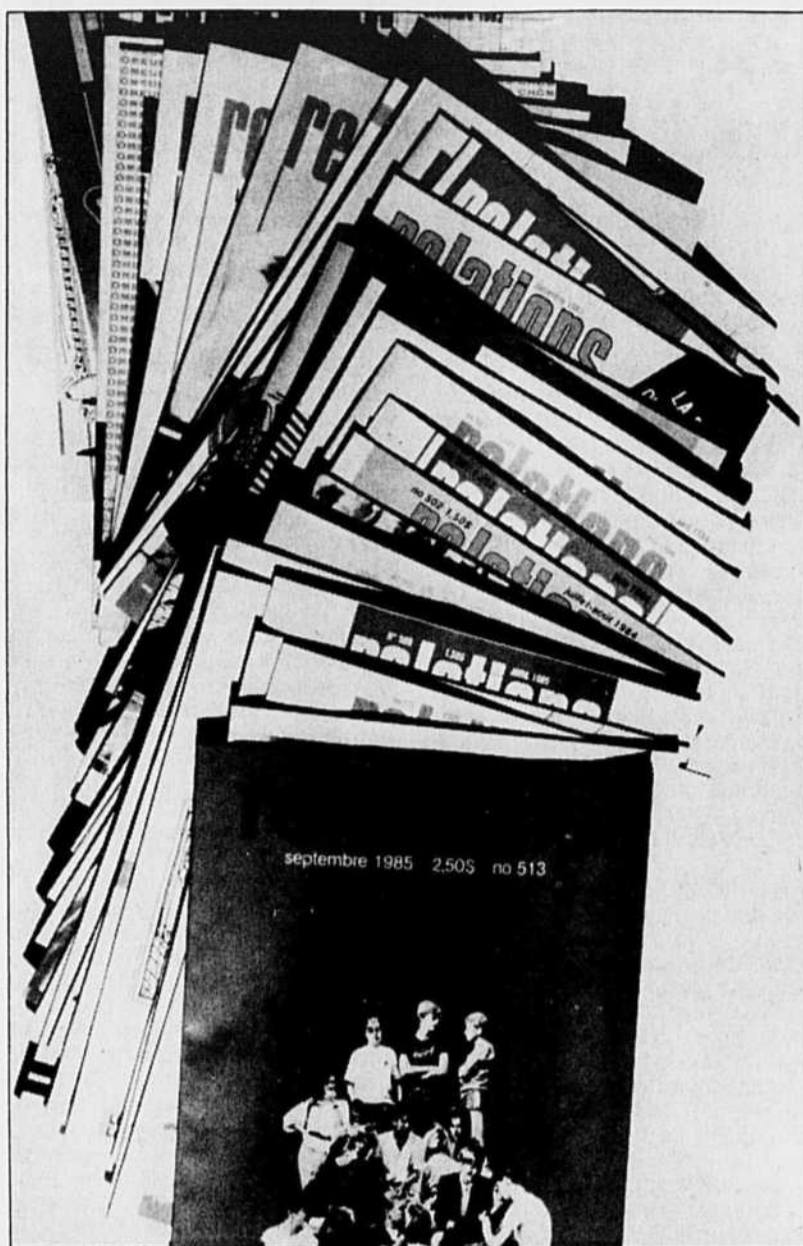
Publiée par le Centre Justice et foi sous l'égide de la Compagnie de Jésus, *Relations* n'ouvre pas ses pages à la prise de position politique. Au contraire, elle se targue de garder une fonction journalistique qui fait de l'analyse son unique fer de lance. À l'occasion, le mensuel offrira la possibilité au Centre de faire valoir ses positions. Ce fut notamment le cas sur l'avenir du Québec où *Relations* reproduisait, sous la forme d'un encart spécial, l'opinion du centre face à cette question.

*Relations*, dont le tirage atteint maintenant 5000 exemplaires, recrute ses abonnés tant parmi les institutions que les individus. Outre les communautés religieuses, bibliothèques et certains milieux d'affaire, la revue compte un important public parmi les universitaires, les militants des groupes populaires ainsi que les personnes intéressées par la solidarité internationale.

D'ailleurs, *Relations* ne s'abreuve pas aux mêmes sources que les grands médias. On préfère se référer aux groupes de solidarité disséminés à travers le monde et faire appel à la famille des jésuites fort active au niveau international. Certaines agences de presse peu connues et des bulletins à faible circulation demeurent aussi des sources d'information utilisées. La Fédération internationale des droits de l'homme, le bulletin *Africa News*, l'*ALAI* (agence latino-américaine d'information) et le *DIAL* (documentation et information sur l'Amérique latine) constituent quelques exemples dans lesquels on puise la pensée et l'analyse des laissés-pour-compte de l'information.

Ce parti pris en faveur des tiers permet à l'équipe de rédaction d'aborder des sujets connus mais dont on perçoit mal toutes les facettes. Au cours des prochains numéros, on expliquera la question du nouvel ordre international... mais, selon le point de vue des gens du Sud. Soulevé à la suite de la guerre dans le golfe Persique, ce nouvel ordre a de quoi inquiéter les pays dits en voie de développement.

Cet angle d'approche privilégié par *Relations* a servi à éclairer de nombreux débats, notamment celui sur l'environnement : « À chaque fois que nous abordons cette question, nous défendons un point de vue qui soutient la participation du public aux décisions. Finalement, c'est la qualité du débat démocratique qui nous intéresse à travers différentes questions ». Pour Gisèle Turcot, l'en-



La revue *Relations* célèbre cette année son 50<sup>ème</sup> anniversaire de parution.

gagement dans les décisions qui sont de responsabilité collective apparaît fondamental. « Il faut se compromettre et ne pas laisser aux autres la responsabilité des décisions », ajoutera-t-elle. À l'ère du grand repli, où l'individualisme foisonne, on fait correspondre un plus grand engagement dans la collectivité.

Composé d'une dizaine de bénévoles, le comité de rédaction se caractérise par l'implication de ses membres dans des terrains d'engagement. Pour sa part, Soeur Gisèle Turcot s'implique auprès des groupes de femmes. D'autres oeuvrent au sein d'organismes de défense des droits et libertés ou sont actifs auprès de groupes populaires tels que la table de concertation sur la faim à Montréal.

Parmi le groupe, dont l'âge des membres varie entre 26 et 73 ans, on compte cinq jésuites et trois femmes ainsi que des laïques : « Je pense que c'est très stimulant. Cela explique en partie la continuité de la revue autant que la diversité de ses intérêts », rappelle la directrice dont le mandat vient d'être reconduit pour les trois prochaines années.

Le mensuel organise aussi régulièrement des débats publics. Ces activités permettent de commenter certaines politiques ou choix sociaux tout en favorisant la réflexion des membres de l'équipe de rédaction. Ces derniers n'hésitent pas non plus à combiner les recherches universitaires et les contestations populaires. Le pont ainsi tracé entre la théorie et la pratique fait ressortir les innovations issues de la base et évite les

« discussions entre systèmes qui ne font pas avancer la création d'un nouvel ordre international ou d'une nouvelle logique d'échanges entre les humains », souligne la directrice.

Des différents sujets abordés, la revue *Relations* a toujours su garder son esprit contestataire tout en s'engageant à renouveler le débat et à proposer des alternatives. Les titres glanés au hasard abordent les questions autochtones, celles liées au travail et à la santé ainsi que les autres concernant le nationalisme québécois.

Préférant jouer à jeu ouvert et se faisant un devoir d'étayer les arguments de sa critique, le mensuel fait figure de marginal au sein de la communauté religieuse : « On ne se sent pas parmi les ligues majeures de la presse... et parfois de l'Église. La plupart des communautés religieuses ne sont pas très vigoureuses du côté de l'engagement social », explique soeur Turcot.

Le grand danger de la presse engagée, pense-t-elle, c'est de se répéter. « Et, hors de la nouveauté point de salut ! Je lisais cela dans une revue consacrée au journalisme », lance-t-elle. Dans le sillon du christianisme, des pratiques populaires et de l'intellectualisme québécois, *Relations* ne veut pas que défaille mais contribue à refaire une société qui doit se transformer.

Après un demi-siècle d'existence, le mensuel des jésuites veut continuer d'éviter le piège de l'imagination non-créatrice... et demeurer sur le terrain de l'engagement social.

## Une action concertée pour lutter contre la torture

Anne Pélovas

LE FRÈRE Tito de Alencar a lancé son appel du fond de sa prison brésilienne : « L'Église ne peut se taire. Les preuves de la torture, nous les portons dans nos corps. Si l'Église ne se manifeste pas sur cette situation, qui pourra le faire ? »

Gabriel Villemure, curé de la paroisse de Saint-Léon de Westmount, a accueilli ces paroles comme une exigence d'engagement. Il la concrétisa en créant à Montréal, en 1984, une association oecuménique : « l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture » (ACAT), aujourd'hui branche canadienne d'une fédération regroupant 14 associations nationales.

À la base, il y a une volonté de solidarité à l'échelle internationale, de soutien, par des gestes concrets, aux personnes soumises à la torture partout à travers le monde. C'est le même souci de faire davantage place à la solidarité mondiale qui anime les membres de Développement et Paix, organisme officiel de l'Église catholique canadienne. Créé en 1967 par la Conférence des évêques, il vise lui aussi l'action internationale, mais par un appui à des projets sociaux et économiques initiés dans le Tiers-Monde.

Gabriel Villemure est fier de la réponse donnée par les chrétiens du Canada à sa demande d'engagement pour l'abolition de la torture. L'ACAT-Canada, compte 800 membres à travers le pays. De plus, une trentaine de communautés contemplatives y adhèrent dans le Canada francophone et soutiennent son action par la prière. « C'est d'ailleurs l'une des trois sortes d'intervention pour la défense des victimes de la torture que les membres de l'ACAT privilégient », dit-il.

Dans ce combat pour le respect des droits humains, la prière apparaît donc comme une forme spécifique d'engagement des chrétiens. Parallèlement, l'ACAT vise à sensibiliser les membres des diverses Églises chrétiennes face au scandale de la torture.

L'arme privilégiée est toujours le stylo et les lettres individuelles ou collectives aux responsables du pays et de groupes soupçonnés d'avoir recours à la torture. « On travaille étroitement avec *Amnesty International* et d'autres organismes humanitaires, dit Gabriel Villemure, pour partager les informations sur certains cas et aussi coordonner nos actions ». Mais chacun conserve sa raison d'être.

*Amnesty International* s'intéresse à tous les prisonniers d'opinion, alors que l'ACAT ne soumettra leur cas à ses membres que si on présume qu'ils ont été ou sont encore torturés. De la même manière, l'ACAT a mené bataille pour la libération des Haïtiens soumis à un quasi-esclavage en République dominicaine. « Parce qu'il s'agit bien, constate Gabriel Villemure, de traitements cruels, inhumains et dégradants, condamnés à l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ».

C'est par l'intermédiaire de la Fédération internationale des ACAT qu'on en apprend plus sur certains

cas. « Chaque membre reçoit alors, comme l'explique Gabriel Villemure, deux « appels urgents » pour lesquels on lui demande d'intervenir auprès des autorités de tel ou tel pays. On explique la situation. On demande une enquête. C'est ce qui vient d'être fait pour le Maroc où nous nous inquiétons fortement des centaines de cas de « disparus » dans le sud du pays et au Sahara occidental.

Cette oeuvre de solidarité, d'autres mouvements chrétiens la poursuivent sur le terrain social et économique. Pour Thérèse Bouchard, directrice générale adjointe de Développement et Paix, il est clair que les chrétiens doivent contribuer à « bâtir un nouveau monde, en tissant des liens de solidarité active avec le Tiers-Monde ». Le mouvement canadien regroupe 2500 membres et prend appui sur un réseau de quelque 200 groupes locaux implantés dans les diocèses et les paroisses. Son originalité ? Développer deux volets d'action, dont l'un est directement relié au financement de projets sociaux et économiques initiés par des partenaires ou groupes populaires du Tiers-Monde. Quant à l'autre volet, il concerne « l'éducation, la sensibilisation de la population canadienne à la solidarité et à la compréhension des causes et des effets des problèmes du Tiers-Monde ».

Développement et Paix consacre en fait 15 % de son budget à ce type d'action, le reste permettant de financer chaque année plus de 500 des 2000 projets de développement qui lui sont adressés de toutes les régions du monde. L'an passé, l'organisme a ainsi dégagé plus de 16 millions \$ pour financer des projets dans 66 pays. L'accent y est mis sur l'aide à la réalisation de projets d'éducation, de développement, d'agriculture, de secours d'urgence et de santé. L'argent, Développement et Paix le trouve essentiellement par sa campagne annuelle de levée de fonds organisée le 5<sup>e</sup> dimanche du Carême.

À l'automne, l'organisme fait également une campagne spécifique d'éducation au Canada. Au cours des trois dernières années, elle portait sur l'Afrique australe et la question de l'apartheid. Le programme pour les trois années à venir s'intitule « rebâtir les Amériques ». Pour Thérèse Bouchard, l'objectif est de célébrer de manière originale le 50<sup>ème</sup> anniversaire de la découverte de l'Amérique, en poussant les chrétiens à la réflexion sur le « modèle » de développement des pays riches.

Pourquoi ce rapprochement entre le Canada et certains pays d'Amérique latine, le Mexique et le Brésil, entre autres ? Parce qu'ici comme là-bas le « modèle » de développement a ses ratés. Ils ont pour nom dette publique, pauvreté... « Il y a des rapprochements à faire, dit Thérèse Bouchard, des comparaisons qui peuvent aider les gens à mieux comprendre la situation de certaines catégories de la population. Les causes du sous-développement dans ces pays rejoignent finalement celles d'ici. On détériore l'environnement, naturel ou culturel. La population s'appauvrit. Il y a une croissance incontrôlée des grandes villes, avec tous les problèmes que pose cette urbanisation. Ils ont comme nous une population autochtone... »

Tu veux consacrer ta vie  
Et rester au coeur du monde?



Institut Voluntas Dei

6574, 41<sup>e</sup> Avenue  
Montréal, Qc  
H1T 2V1



L'INSTITUT DES  
FRÈRES DE SAINT-GABRIEL  
AU CANADA

À l'occasion du centenaire de son implantation en la Paroisse La Visitation, à Montréal, les Frères de Saint-Gabriel sont fiers de l'oeuvre accomplie par leurs pionniers au service de l'Église et de la jeunesse du Québec dans ses écoles.

Notre implication sociale se manifeste encore aujourd'hui dans l'enseigne-

ment traditionnel, l'action en milieu défavorisés au Canada et en pays de mission: Afrique, Amérique Latine et Haïti.

Les Frères de Saint-Gabriel dirigent également un camp familial situé à Sainte-Béatrix.

Maison Prov. des F.S.G.  
1601, boul. Gouin Est  
Montréal, QUÉ., H2C 1C2  
Tél.: (514) 387-7337

Présents!

- Communautés locales et engagements apostoliques: Québec, Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe, Brossard, Montréal, Ottawa, Toronto
- Collège dominicain de philosophie et de théologie
  - Faculté de théologie et Département de philosophie, Ottawa
  - Institut de pastorale, Montréal
- Magazine Communauté Chrétienne, Montréal
- Administration provinciale: 5375, avenue Notre-Dame de Grâce, Montréal, Qué., H4A 1L2

LES DOMINICAINS

Quelle sera la société québécoise de demain? Qui le sait vraiment? En revanche, nous savons que le visage de cette société sera façonné par chacune de nos actions. Quelles sont les valeurs qui guideront notre action sociale? Voilà un choix qui nous revient aujourd'hui, maintenant. Choisir de vivre la foi, l'amour, la justice, l'espérance, c'est choisir de bâtir une société qui favorise l'épanouissement de chaque personne.

Continuons à bâtir ensemble cette fraternité que nous inspire l'Évangile.

† Monseigneur Jean-Claude Turcotte  
Archevêque de Montréal



VILLA-DES-JEUNES

4860, rue St-Félix  
St-Augustin-de-Québec  
Québec G3A 1X3

(418) 872-5831  
(418) 872-5220

CENTRE DE PASTORALE

dirigé par les Frères des Écoles chrétiennes

Principalement: éducation de la foi chez les jeunes.

Aide fournie aux animateurs de pastorale, aux parents et aux professeurs de catéchèse.

Animation de groupes d'adultes en cheminement de foi.

Disponibilité de locaux en semaine ou en fin de semaine.

Objectifs:

UNIVERSITÉ  
LAVAL

Faculté de  
théologie

Une ouverture sur l'avenir...  
Une ouverture sur le monde...

PROGRAMMES DE 1<sup>er</sup> CYCLE

- Baccalauréat en théologie (90cr)
- Baccalauréat en enseignement secondaire (90cr)
- Diplôme en théologie (60cr)
- Certificat en théologie (30cr)
- Certificat en pastorale (30cr)
- Certificat en sciences humaines de la religion (30cr)

PROGRAMMES DES 2<sup>e</sup>  
ET 3<sup>e</sup> CYCLES

- Doctorat en théologie (90cr)
- Maîtrise en théologie (45cr)
- Diplôme en théologie (30cr)

POUR INFORMATIONS:

(418) 656-3576



RELIGION

Dossier spécial L'ACTION SOCIALE DES ÉGLISES

# Le diocèse de Joliette veut convertir les municipalités à l'action familiale

Jean-Marc Salvet

L'OFFICE des familles du diocèse de Joliette est unique au Québec. Il est le seul à avoir développé un comité d'action sociale structuré et voué exclusivement à la défense des intérêts de la cellule familiale auprès des différents paliers gouvernementaux. À travers Option famille, les autorités diocésaines et les intervenants en pastorale familiale de la région entendent bien démontrer à l'ensemble du Québec qu'il est possible, par de petites actions bien concrètes, de contribuer au mieux-être de la famille.

Depuis bientôt vingt ans qu'il oeuvre dans le domaine, Ronald Cormier, directeur de l'Office des familles, a acquis l'intime conviction qu'une société peut condamner des citoyens à de minantes difficultés familiales si elle est incapable de répondre à ses besoins primaires. De ses réflexions et de celles de son équipe, l'Office a dégagé, au tournant 1984-85, une plate-forme de revendications socio-économiques.

Celle-ci témoigne du « parti pris familial » de l'organisme d'action sociale. Seul ou en concertation avec d'autres groupes, Option famille milite pour l'instauration d'une plus grande cohérence en ce qui touche les lois concernant la famille et également pour des conditions de travail respectueuses de la vie familiale, des logements et des services de garde satisfaisants, la création et le développement de loisirs familiaux accessibles, le soutien aux familles démunies, etc.

Là où la chose devient véritablement novatrice, c'est sur les moyens qu'emprunte Option famille pour « transformer la réalité ». Mandaté par l'Office des familles du diocèse de Joliette auquel il est lié, Option famille axe ses principales interventions sur les municipalités de la région.

« Par nos représentations, on sensibilise les municipalités à ce qu'elles font déjà de bien, à ce qu'elles ne font pas et à ce qu'elles pourraient faire », déclare Ronald Cormier selon qui la méthode suivie est efficace. À preuve, la plupart d'entre elles se demandent si tel ou tel geste qu'elles entendent poser correspond bien aux besoins des familles. Si ce n'est pas le cas, elles tentent de réajuster le tir.

Option famille a notamment invité la soixantaine de municipalités regroupées dans le diocèse à se nommer un « répondant à la famille ». Actuellement, 33 l'ont fait et ce n'est qu'un début. « Les réponses sont bonnes, rapporte Ronald Cormier. Les municipalités se rendent compte que notre travail de sensibilisation les



À Montréal, l'Office de la famille organise des groupes de soutien moral et de ressourcement spirituel pour des personnes qui veulent croire à la suite d'une brisure conjugale. Diverses activités sont offertes, des voyages par exemple.

ouvrent à de nouvelles réalités qui peuvent améliorer la vie familiale sans pour autant que ça coûte cher ».

Ronald Cormier peut témoigner car il est aussi conseiller municipal depuis l'automne dernier. Il est responsable de la Commission de la famille et de la communauté à Notre-Dame-des-Prairies. « Une fonction sur le terrain qui me permet de constater qu'il est possible de faire beaucoup avec peu ».

Les questions soulevées par Option famille n'ont rien d'abstraites. La sécurité des routes et des parcs est-elle adéquate ? Les parents peuvent-ils s'y promener avec bébé dans la poussette ? Dans le parc il y a des jeux pour les enfants, mais a-t-on pensé installer des bancs pour qu'un parent puisse s'asseoir ? Ne peut-on pas instaurer des tarifs familiaux pour tel loisir offert par la ville ? Les horaires de la bibliothèque et des autres services municipaux sont-ils adaptés aux besoins de la famille ? L'aménagement urbain favorise-t-il la vie familiale et suscite-t-il le rapprochement ? La ville ne peut-elle pas instaurer un service de garderie communautaire ?

Si pour certains c'est là de petites préoccupations, M. Cormier estime que ce sont des interventions qui comptent pour plusieurs familles. Et qu'il n'existe d'ailleurs pas de petites questions. Surtout pas celles-là. « Elles permettent aux municipalités de développer une pensée familiale ». Les convictions de Ronald Cormier sont profondes. « Le postulat,

dit-il, est simple : la famille est la cellule de base de la société. L'histoire l'a d'ailleurs démontré puisque les empires ont eu beau s'écrouler les uns après les autres, la famille, elle, est toujours demeurée ». Ronald Cormier est lui-même père de trois enfants.

L'invincibilité de l'institution familiale, comme l'on disait naguère, n'empêche toutefois pas l'organisme d'avoir pour elle de grandes ambitions. « Nous voulons qu'elle soit reconnue pour ce qu'elle est : la première communauté d'appartenance d'un individu. Celle de qui dépend le reste. Il faut donc lui permettre de s'épanouir pour qu'elle trouve son équilibre de vie ».

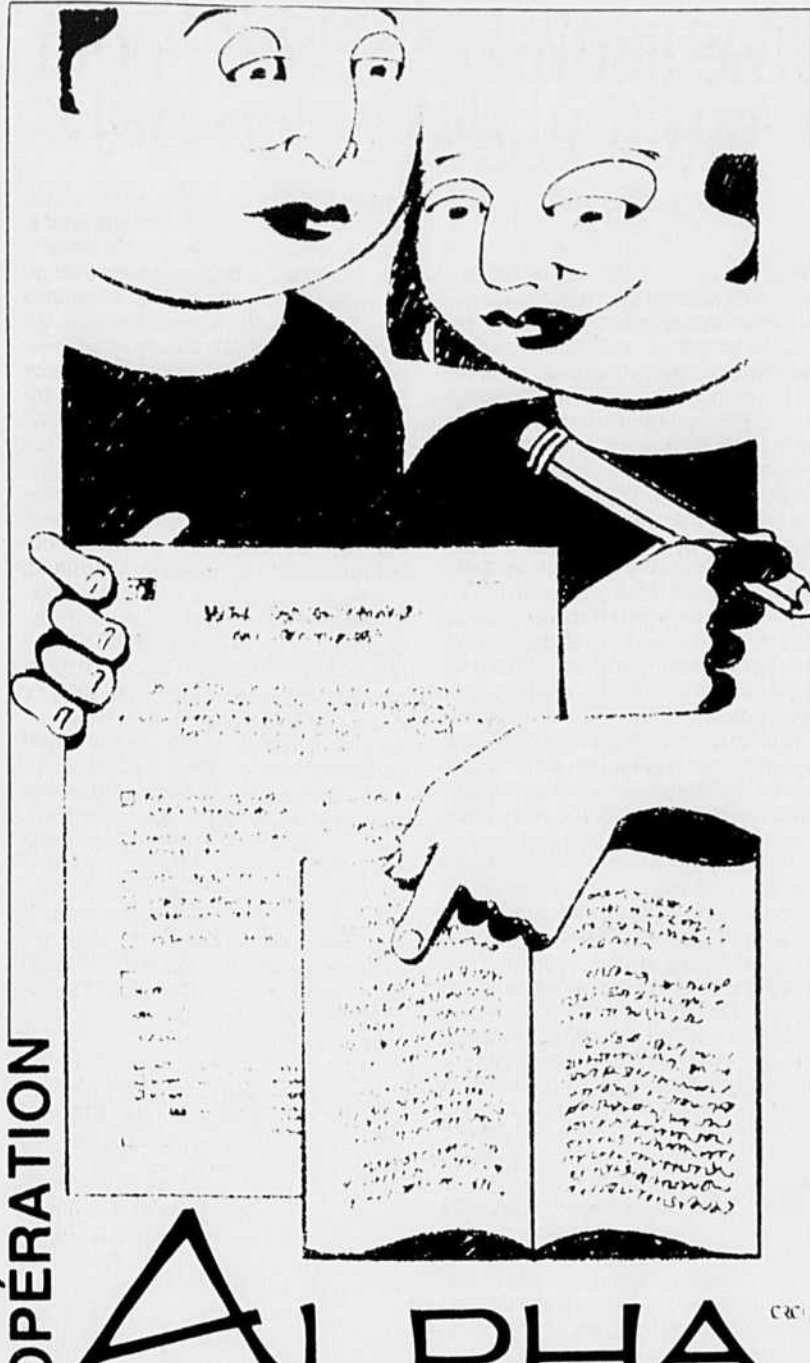
Quant aux grands dossiers qui dépassent les responsabilités locales, Option famille les conduit en concertation avec d'autres groupes. Il est notamment affilié à la Confédération des organismes familiaux associés du Québec et à la Table provinciale de pastorale familiale. « On dénonce le développement de politiques natalistes qui ne s'accompagnent pas de politiques familiales. Le gouvernement semble oublier que la responsabilité de la famille dure au-

delà des premiers mois de l'enfant ».

En fait, auprès de l'État, Option famille revendique la cohérence dans l'action. Une politique globale et systémique ne concernant pas seulement le membre au prises avec des difficultés, mais l'ensemble de la famille. Une politique ne visant pas seulement à éteindre des feux mais à les prévenir.

L'Office des familles de Joliette, dont est issu Option famille, existe depuis 1977. Il dessert une population de 170 000 personnes réparties entre 54 paroisses. Fort de ses 450 bénévoles qui comptent comme autant d'intervenants, l'Office dispense des services classiques (préparation au mariage, services de suivi aux couples mariés, accompagnement psychologique, relationnel...) et d'autres qui, aux yeux du profane, peuvent paraître moins orthodoxes. Des services aux divorcés notamment, « On favorise l'indissolubilité du mariage mais sans faire abstraction des réalités. L'Église est présente aux réalités du monde. Elle doit soutenir la famille. Que celle-ci soit biparen-

Voir page C-4 : Famille



## Religieuses et religieux se font écrivains publics

Hélène Boyer

« DES LECTEURS, lectrices et écrivains publics qui veulent devenir la main qui écrit ou l'oeil qui traduit les mots que tant d'analphabètes voudraient comprendre ». Inscrite sur un dépliant, cette phrase décrit fort simplement le nouveau service mis sur pied par la Conférence religieuse canadienne, section du Québec (CRCQ) pour aider les analphabètes. Constituée d'un réseau de bénévoles laïques et religieux, l'opération ALPHA viendra supporter les services existants en alphabétisation.

Dans la foulée de l'année internationale de l'alphabétisation en 1990, le CRCQ a décidé de former un réseau de « lecteurs, lectrices et écrivains publics ». Les bénévoles aideront les analphabètes à remplir les formulaires gouvernementaux ou à écrire tout autre genre de correspondance, tant personnelle qu'institutionnelle. Demandes de prestations d'assurance-chômage, de sécurité du revenu et d'assurance-maladie apparaissent trop souvent indéchiffrables pour les analphabètes.

Ces derniers se voient ainsi privés de certains de leurs droits puisqu'ils ne peuvent accéder aux services gouvernementaux. D'ores et déjà, les fondateurs du réseau croient que la grande majorité des demandes porteront sur les formulaires de l'aide sociale : « Il y a des gens qui lisent mais qui n'ont pas écrit depuis leur sortie de l'école. Ils sont donc incapables de remplir adéquatement leur demande. Nous leur apporterons une aide en ce sens ».

Pour le frère Hervé Lachance, responsable du projet dans la région de Québec, le réseau vient combler un vide en soutenant le travail des groupes populaires impliqués en alphabétisation. Les bénévoles s'occuperont aussi de lire et d'écrire les lettres des personnes qui en feront la demande. Seuls les rapports d'impôts ne feront pas l'objet d'une aide. On acheminera plutôt les personnes vers des services spécialisés.

Une quarantaine de religieux et de laïques se sont dits prêts à oeuvrer au sein de ce service qui débutera à plus ou moins brève échéance dans six secteurs de la région de Québec. Ainsi, le quartier Saint-Roch de la ville de Québec verra une équipe de trois personnes offrir le service au presbytère de la paroisse. Des affiches et des dépliants distribués tant dans les CLSC que dans les églises annonceront les heures d'ouverture du bureau.

Un autre groupe de bénévoles éliront domicile dans le quartier Saint-Sauveur et offriront le service dans les locaux même du collectif Atout-lire. Connu pour ses interventions auprès des analphabètes, ce groupe accueille fort bien la venue du service de dépannage. Le besoin se faisait à un tel point sentir que plusieurs instituteurs passaient beaucoup de temps à remplir les formulaires trop complexes : « Les groupes populaires ont pointé cette activité comme un énorme besoin. En offrant eux-mêmes ce service de base, ils se voyaient limiter dans leur propre champ d'intervention », souligne soeur Monique Thériault, secrétaire-générale de la Conférence religieuse canadienne, section Québec. Elle regroupe 245 supérieures et supérieurs et touche 140 communautés religieuses réparties sur le territoire québécois.

Outre la région de Québec, le réseau a déjà débuté ses opérations à Valleyfield et on s'apprete à lancer

le service à Drummondville ainsi que dans cette ville de Sherbrooke. À Montréal, dans les quartiers centre-est et Côte-des-Neiges, des groupes de bénévoles seront en mesure d'offrir des services d'ici quelques mois.

Ce lent démarrage s'explique par un réel souci de bien cerner les besoins de la population et de convenir d'une intervention commune avec les groupes populaires déjà actifs dans plusieurs quartiers : « L'intervention pourra aller assez loin, soutient soeur Thériault. Nous n'avons pas l'intention de nous en tenir à un service de première ligne, à du dépannage ».

À la CRCQ, on n'écarte pas la possibilité d'intervenir auprès des différents paliers gouvernementaux pour réclamer une simplification des fameux formulaires. L'opération ALPHA servirait aussi à dépister les analphabètes qui ne fréquentent pas les cours d'alphabétisation.

Ne pas savoir lire ou écrire pèse lourdement sur les individus et peut les priver de l'exercice de leurs droits sociaux. Selon Statistiques Canada, le Québec compte 6 % d'analphabètes de base qui ne peuvent lire. Du côté des analphabètes fonctionnels, le pourcentage atteint 37 %. Dans un rapport publié par le Secrétariat national à l'alphabétisation, on mentionne que sur un potentiel minimal de 300 000 individus, seulement 18 000 se sont inscrits à des activités d'alphabétisation en 1988-89.

Pourtant, l'alphabétisation est une priorité gouvernementale depuis 1985. Et plusieurs groupes populaires autonomes offrent d'excellents services, en plus de ceux des commissions scolaires. La peur de se faire étiqueter comme analphabète peut expliquer en partie cette faible participation.

L'organisation d'un réseau de lecteurs, lectrices et écrivains publics viendra combler un besoin reconnu comme primordial par plusieurs intervenants. L'idée de la création d'un tel service a germé suite à une réflexion pendant l'année internationale de l'alphabétisation.

Les responsables du projet à la CRCQ se sont aussi inspirés de leur mémoire présenté au gouvernement en décembre 88. Intitulé *L'appau-*

Voir page C-4 : Écrivains

IL N'EST PAS ICI, IL EST REVENU À LA VIE.

Luc 24,6

À l'occasion de la fête de Pâques, nous voulons exprimer notre gratitude à tous ceux et celles qui nous ont soutenus par leurs prières et leur soutien financier. Que Dieu vous comble de tous ses bienfaits.

SOCIÉTÉ BIBLIQUE CANADIENNE

625, rue Ste-Catherine Ouest  
Montréal (Québec)  
H3B 1B7

COMMUNAUTÉ MUSULMANE DU QUÉBEC  
جماعة المسلمين بكيبيك  
MUSLIM COMMUNITY OF QUÉBEC  
ISLAM  
بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ  
La Communauté Musulmane du Québec est un organisme à but non-lucratif qui fournit de l'information et divers services aux musulmans du Québec. Nous voulons également promouvoir la tolérance et la bonne entente à travers les divers groupes qui composent la société québécoise. Le Centre est ouvert de 9h00 à 21h00. Pour plus de renseignements, écrivez à :  
7445 avenue Chester  
Montréal, Québec  
H4V 1M4  
Tél.: (514) 484-2967  
Télé.: (514) 486-3802

Université de Montréal  
Cours de théologie  
PRINTEMPS-ÉTÉ 1991  
Mai-juin  
Morale internationale (THL 2845)  
Michel Beaudin  
2 au 12 juillet  
Évangile et historicité de Jésus (BBL 3303)  
André Myre  
Minorités et expérience chrétienne (PTR 1101)  
Michel-M. Campbell  
15 au 25 juillet  
Questions spéciales: Ancien testament (BBL 1304)  
Rosaire Lavoie  
Le christianisme, du concile de Trente à nos jours (THL 3640)  
Gilles Chaussé  
Cycles supérieurs  
Paul Ricoeur: "Soi comme un autre" (PTR 6205)  
Gilles Raymond  
Renseignements:  
Faculté de théologie, 343-7080

Les nouvelles croyances religieuses vous intriguent? Voici ce qu'il vous faut: COLLECTION RENCONTRES D'AUJOURD'HUI  
DERNIÈRES PARUTIONS:  
9 LE VERBE S'EST FAIT LIVRE  
La révélation protégée par la fondation Urantia  
Jacques Rhéaume  
Vol. de 96 pages 6,95 \$  
10 POUR LE RENOUVEAU  
Le défi socio-ecclésial des nouvelles religions  
Mgr Roger Lebel, Guy St-Michel, Yvon R. Théroux  
Vol. de 72 pages 5,95 \$  
11 LES ESSÉNIENS DE QUMRÂN  
Des ésotéristes?  
Jean Duhaime  
Vol. de 64 pages 5,95 \$  
DANS LA MÊME COLLECTION:  
1 LES FONDAMENTALISTES ET LA BIBLE  
Richard Bergeron - Vol. de 84 pages 5,50 \$  
2 UN SOUFFLE DE SILENCE  
Pierre Pelletier - Vol. de 60 pages 5,50 \$  
3 LA FIN EST PROCHE  
Yvon Lepage - Vol. de 76 pages 5,50 \$  
4 LES CONVERSIONS AUX NOUVELLES RELIGIONS  
Roland Chagnon - Vol. de 72 pages 5,50 \$  
5 DAMNÉ SATAN  
Richard Bergeron - Vol. de 68 pages 5,50 \$  
6 FOLIES OU THÉRAPIES  
Pierre Pelletier - Vol. de 144 pages 11,95 \$  
7 L'ARMÉE DE MARIE  
Lucie L. Sansfaçon - Vol. de 80 pages 5,95 \$  
8 LES TÉMOINS DE JEHOVAH  
Yvon Lepage - Vol. de 74 pages 5,95 \$  
EN VENTE DANS LES LIBRAIRIES  
CENTRE D'INFORMATION  
SUR LES NOUVELLES RELIGIONS  
8010, rue Saint-Denis  
Montréal (Québec) H2R 2G1  
slides  
165, rue Deslauriers  
Saint-Laurent (Québec)  
H4N 2S4



## Gérard Drainville, un évêque « écolo »

Anne Pélovas

LE RESPECT de la nature, la défense de l'environnement, l'exploitation raisonnée des ressources de la terre sont des valeurs chrétiennes par excellence. Gérard Drainville, évêque d'Amos, n'en est pas seulement convaincu. Il est aussi l'un des plus fervents « militants » de la cause écologique au sein de l'Église catholique du Québec et du Canada.

Il aime à rappeler cette phrase de la Bible: « Dieu créa l'homme et le plaça dans le jardin d'Éden pour le cultiver et le garder ». Quelle plus belle profession de foi, dit-il, en faveur de la responsabilité de l'homme « jardinier », placé au cœur de la Terre avec la charge, non de la détruire ou de dilapider ses ressources, mais d'en prendre le plus grand soin, d'entretenir le jardin pour soi, pour les générations futures et pour l'avenir de la Terre elle-même...

La Bible livre ici un message fondamental mais Gérard Drainville est allé bien au-delà dans sa réflexion sur l'état de l'environnement. « C'est une vieille histoire, dit-il, qui date du temps où j'étais professeur de sciences naturelles et de biologie au Séminaire, puis au Cégep de Joliette. J'ai enseigné pendant vingt ans. J'ai mais ces matières et ça m'a entraîné à m'intéresser à l'aménagement du milieu rural et à tout ce qui touche à l'environnement ».

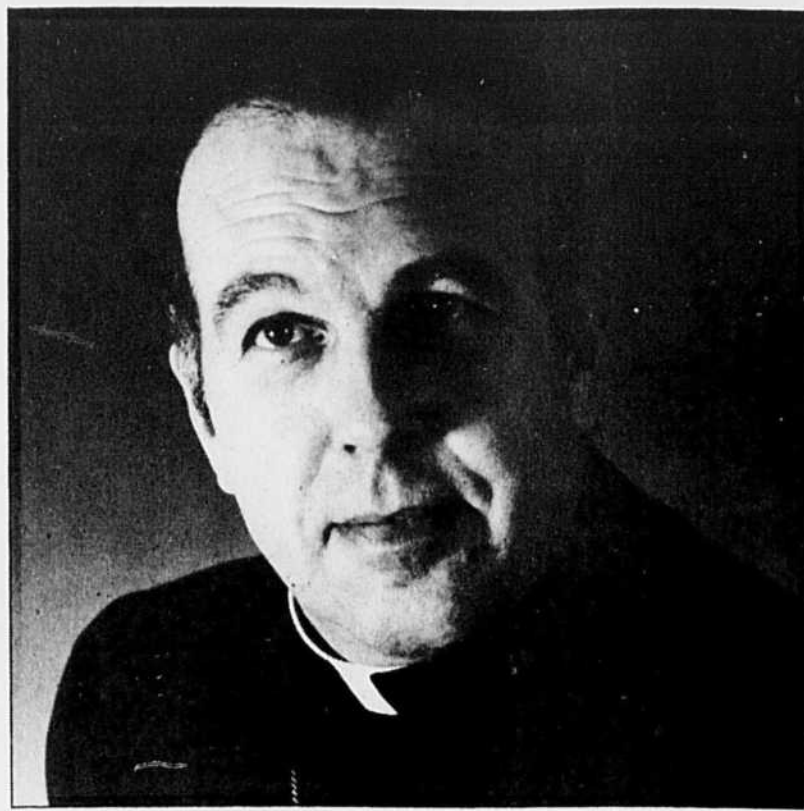
Évêque d'Amos depuis 1978, il a dû alors apprendre à connaître les bases de l'économie en Abitibi: forêt, mines, agriculture. « Ce fut un choc terrible pour moi quand j'ai découvert la façon dont on exploitait les forêts. J'avais l'impression que les hommes étaient en train de couper la branche sur laquelle ils étaient assis! »

Avec ses collègues évêques de l'Ouest et du Nord-Ouest québécois, Gérard Drainville entame alors une véritable croisade contre les prétendus progrès de l'exploitation forestière. Elle aboutit à une lettre des évêques sur la situation dans le

Nord-Ouest québécois. Diffusé en 1980 dans le grand public, mais aussi à des destinataires privilégiés (tels que l'UPA, l'AFEAS, les Cercles de fermières, les Chrétiens en milieu rural et le Mouvement des femmes chrétiennes), ce document condamne la surexploitation des forêts et les coupes à blanc sur d'immenses étendues. Il traite aussi des conséquences sociales des problèmes écologiques engendrés: disparition de ressources forestières aux abords des villages; création de villages « fantômes »; difficultés pour les Amérindiens de conserver leur mode de vie traditionnel alors qu'on vide la forêt du gibier...

Comme il le fera plus tard dans un document sur l'agriculture écrit pour l'Assemblée des évêques du Québec, Gérard Drainville livre un message différent. Ses réflexions pastorales sont basées sur deux principes: « Celui de la destination universelle des biens et celui de la gestion responsable qui découlent du fait que les ressources de la Terre sont faites pour tous les hommes et doivent être exploitées raisonnablement par eux. Les ressources naturelles, ajoute-t-il, sont un cadeau de Dieu qu'il faut traiter avec ménagement et intelligence, en respectant les équilibres naturels ».

Convaincu de la complémentarité des êtres vivants sur la Terre, l'évêque d'Amos l'est aussi de l'exemple que les écosystèmes naturels donnent aux humains. « La manière dont ils fonctionnent, en équilibre et en harmonie, peuvent être des lignes de sagesse pour gérer ces ressources en même temps que notre propre vie ». L'idée de gestion raisonnée des ressources implique, selon lui, que l'on soit plus soigneux dans la façon de faire des coupes en forêt ou de pratiquer l'agriculture. « Aujourd'hui, on parle beaucoup de développement durable, constate-t-il, d'une utilisation plus polyvalente de la forêt, d'un patrimoine naturel à préserver. Il y a une certaine amélioration, même si les discours sont parfois loin de la réalité ».



Mgr Gérard Drainville, évêque d'Amos.

En Abitibi, Gérard Drainville a cherché dès son arrivée à faire partager ses préoccupations, son souci du renouvellement des ressources naturelles. « Il n'était pas très présent chez les gens d'ici. Les aînés, arrivés il y a à peine 60 ans, voyaient une forêt à perte de vue et la considéraient comme inépuisable. J'ai voulu apporter ma préoccupation de l'avenir, de ce que nous devons transmettre intact ou amélioré aux générations futures, d'une gestion plus juste des ressources que Dieu nous a confiées ».

Il y a toujours concordance, pour lui, entre action sociale et réflexion globale au sein de l'Église. Ainsi, Gérard Drainville participe régulièrement en Abitibi à des rencontres avec des jeunes, des exploitants forestiers ou des agriculteurs. Il se déplace aussi souvent dans différentes régions du Québec. « J'ai été invité à plusieurs reprises par l'UPA, dit-il, pour animer une réflexion de groupes d'agriculteurs sur les équilibres écologiques ». Et il ne néglige jamais de prendre la parole dans certains colloques.

En 1989, il était à la table-ronde,

organisée à Montréal, sur le développement durable, pour donner une conférence sur le thème « civiliser le développement ». À l'automne dernier, c'est au congrès du Réseau canadien de l'environnement, tenu à l'Université McGill, qu'il traitait de « notre responsabilité envers la Terre ». Pour dire et redire que l'homme n'est qu'un membre de l'écosystème, qu'il n'en est pas le maître et qu'il ne doit être « un dominateur de l'environnement », mais bien plutôt un jardinier attentif et respectueux de la Terre.

Plus récemment encore, Gérard Drainville participait en février aux États généraux du monde rural, juste après un détour par Berne, en Suisse, où se tenait un rassemblement oecuménique sur la protection de l'atmosphère terrestre. Du local à l'international, il n'y a pas plus d'action que de réflexion séparée. Partout, « c'est dans des petits pas que chacun peut faire sa part », dit-il. Agriculteur, forestier, citadin ou... homme d'église, chacun doit selon lui être vigilant et agir localement pour la protection de l'environnement.

## Islamisme et bouddhisme: avant tout des gestes isolés

Félix Légaré

À MONTRÉAL, où il se parle plus d'une centaine de langues, si l'on devait dessiner un portrait des nombreuses actions sociales auxquelles contribuent les multiples communautés religieuses, on contemplerait une gigantesque mosaïque aux mille couleurs. Sur cette véritable carte du monde en miniature, on distingue cependant peu de traits forts représentant des gestes concertés mais plutôt une infinité de petits points isolés.

Et si les groupes religieux sont légers dans la métropole, les différences culturelles qui distinguent les ethnies d'une même confession sont aussi très nombreuses. La seule communauté musulmane, qui compte environ 30 000 personnes à Montréal, se compose de divers groupes venus d'un peu partout au Moyen-Orient, d'Afrique ou d'Asie. Chacune des sept mosquées de la ville gère ses activités de façon autonome et indépendante et entretient peu de rapports avec les autres.

« Les musulmans n'ont pas à une hiérarchie comme celle qui constitue la religion catholique », croit le frère Rolph Fernandez, membre du Conseil interreligieux de Montréal, un organisme prônant le dialogue entre diverses confessions. « L'information circule peu parce qu'elle n'est pas centralisée. Contrairement au système catholique, avec lequel on peut aisément s'informer en donnant un coup de fil à l'archevêché ».

Selon Rachad Antonius, président du CÉAD (Centre d'études arabes pour le développement dans le monde), cette absence de concertation n'est pas qu'une affaire de hiérarchie. « Dans les communautés islamiques, il faut comprendre que l'action s'articule autour du fait que les musulmans se voient souvent comme des peuples défavorisés. Contrairement à l'église d'ici, qui part de cette prémisse que nous sommes favorisés et devons donc partager avec ceux qui le sont moins. La tradition des bonnes oeuvres est donc moins répandue. Le financement d'actions sociales inspirées par des motivations religieuses s'exerce quand même dans le monde arabe. Toutefois le cœur de ces activités ne se trouve pas ici mais plutôt dans les pays d'origine ».

Au Canada, l'organisme le plus visible est l'International Development and Refugee Foundation, basé en Ontario. Il dépend du Muslim Council of Canada et collabore avec l'ACDI à des projets de développement dans le monde et aide le sort de nombreux réfugiés. Mais pour Montréal, les gestes se posent de façon indépendante au niveau de chaque mosquée. Ils concernent en fait les besoins plus locaux. Comme les problèmes immédiats auxquels sont confrontés beaucoup d'immigrés et de réfugiés abondent, on songe moins aux oeuvres d'aide internationale.

On concentre donc les efforts sur les difficultés d'adaptation au mode de vie québécois ou au rapatriement des membres des familles restées au pays d'origine. Et comme chez tous les Québécois, ces communautés n'échappent pas aux problèmes de chômage ou de délinquance juvénile.

De leur côté, les organisations bouddhistes agissent de manière encore plus étoilée. Pour Louis Cormier, président sortant du conseil

bouddhique de Montréal, un Acadien converti il y a 20 ans, les différences culturelles qui distinguent les quelque 20 000 bouddhistes représentent un véritable puzzle. « Ils se connaissent tous mais n'ont entre eux aucun lien administratif. Comme dans le cas des musulmans, aucune instance ne dirige vraiment l'ensemble des centres ». Chaque temple organise de son côté diverses activités sociales et culturelles, oeuvrant à sa manière pour venir aux plus mal pris. Mais pour le conseil, ces initiatives agiraient de manière plus efficace si l'on en venait à se regrouper.

« Nous essayons depuis longtemps de fonder une sorte de fédération. Mais c'est un processus extrêmement lent. Le Québec éprouve déjà des difficultés avec la cohabitation de l'anglais et du français. Imaginez un peu ce qui se passe quand Cambodgiens, Vietnamiens, Laotiens, Japonais, Chinois ou Tibétains essaient de dialoguer! Non seulement faut-il se démener avec les différentes présentations philosophiques, il faut en plus composer avec la culture qu'on arrive par ailleurs mal à distinguer de la philosophie. Personnellement, j'étudie le phénomène depuis une quinzaine d'années et commence à peine à voir la distinction! »

Dans ce bouillonnement de cultures et religions sont nés quelques regroupements multi-ethniques d'aide aux réfugiés et d'ouverture au dialogue. Dans le quartier de Côte-des-Neiges, où elle côtoie chaque jour quelque 47 ethnies différentes, soeur Andrée Boucher dirige le PROMIS (Promotion multi-culture, intégration, société nouvelle), seconde par une vingtaine de religieux et une trentaine de bénévoles issus de toutes communautés. Le PROMIS vient en aide aux réfugiés, développe l'entraide et offre de multiples services à la communauté. « Même si je suis religieuse catholique, je ne fais pas d'évangélisation. Je sais seulement que les cultures différentes créent des barrières. Et pour ce faire il faut connaître les religions puisque les cultures sont basées sur les valeurs spirituelles des peuples ».

La paix et la défense des droits figurant au centre des préoccupations de la plupart des religions, le frère franciscain Rolph Fernandez a eu quant à lui l'idée de réunir à partir de ce thème un maximum de groupes religieux de Montréal. Inspiré de l'événement d'Assise du 27 octobre 1986 où le pape Jean-Paul II conviait les représentants de toutes les religions du monde à une prière pour la paix, il reproduit l'événement chaque année depuis quatre ans à Montréal. La métropole devient ainsi la seule ville au monde à organiser annuellement une prière interreligieuse.

Et il y a un an, cette pratique conduisait à la formation d'un organisme permanent, le Conseil interreligieux de Montréal. Relevant du Centre canadien d'oecuménisme, il réunit des représentants de neuf groupes religieux: le bouddhisme, l'hindouisme, l'islam, les sikhs, le judaïsme, les amérindiens, le christianisme, la foi bahaïte et les zoroastriens (culte de Zarathoustra, d'origine iranienne). Encore jeune, le conseil se définit peu à peu des objectifs, comme celui de combattre le racisme et d'établir un discours de tolérance chez les jeunes générations.

### VIVRE LA JUSTICE ET LA SOLIDARITÉ

plus spécifiquement avec les femmes cheffes de famille et leurs enfants. Voilà l'implication d'un grand réseau de personnes, Soeurs, Ami-e-s et Collaborateurs-trices qui participent à une même mission apostolique, à l'intérieur de leur propre état de vie, dans la Famille de la Miséricorde.



LES SOEURS DE MISÉRICORDE

### Évêché de Joliette

### SE FAIRE PROCHES

Dieu qui fait les premiers pas nous invite à nous faire proches:

- des familles éclatées;
- des pauvres;
- des malades;
- des jeunes;
- de tous ceux et celles en quête d'espoir.

DIOCÈSE DE JOLIETTE



Ordre Hospitalier de Saint-Jean-de-Dieu

Dans l'esprit de leur Saint Fondateur, les frères Hospitaliers de St-Jean de Dieu s'unissent à leurs frères et soeurs dans la Foi qui témoignent le message évangélique, soit comme agents de Pastoral hospitalière, comme professionnels de la santé, ou engagés directement ou indirectement auprès des malades, des personnes âgées, des itinérants, des polytoxicomanes et de ceux qui vivent en marge de la Société.



Projet hors du commun. Le Musée des religions, centre international d'exposition, produit et présente des expositions thématiques et temporaires axées sur les grandes traditions religieuses.

MUSEE DES RELIGIONS

900 boul. Louis-Fréchette, Nicolet (QUÉBEC)

Information/réservation: (819) 293-6148

### POUR UN AVENIR PLANÉTAIRE

Provenant de la même source qu'Abraham, Krishna, Moïse, Zoroastre, Bouddha, Jésus, Muhammad, une nouvelle lumière jaillissait au siècle dernier, jetant un éclairage nouveau sur notre planète et sur tous les peuples qui l'habitent. Cette lumière, c'est celle de Baha'ullah qui proclama qu'un nouvel âge venait de débiter pour l'humanité. Selon Baha'ullah, au cours de ce nouvel âge, tous les êtres humains devront non seulement développer une conscience planétaire mais également bâtir une véritable civilisation mondiale qui fera de tous les habitants de la terre les citoyens d'un seul pays.

pour de plus amples informations sur

LA FOI BAHAI'IE

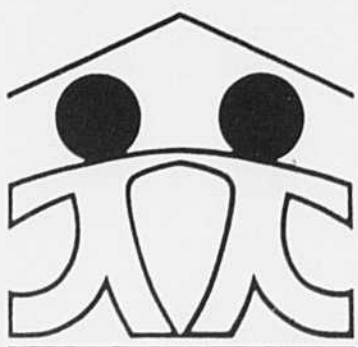
et sa littérature, veuillez communiquer à l'adresse suivante:



Centre d'information baha'ii  
75, rue d'Auteuil  
Québec (Québec), G1R 4C3  
Tél.: (418) 692-3955



## CAMP DE-LA-SALLE



CAMP DE-LA-SALLE  
FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES

(514) 449-4826

Secrétariat - C.P. 26, Varennes,

J3X 1P9

### COLONIE DE VACANCES

sous la direction des Frères des Écoles chrétiennes

Sur les bords du Lac Rouge à Saint-Alphonse de Joliette. Région de Lanaudière.

39<sup>e</sup> saison

Filles et garçons de 7 à 14 ans

Activités nombreuses et variées au CHOIX de l'enfant

Plage particulièrement bien organisée sous la responsabilité d'animateurs qualifiés.

Possibilité de location pour des organismes.



### HOMMAGE DE L'ÉGLISE DE SHERBROOKE

"...Il m'a envoyé porter la bonne nouvelle aux pauvres, annoncer aux captifs la délivrance, [...] rendre la liberté aux opprimés et proclamer une année de grâce du Seigneur."

Lc 4, 18-19

### l'homme nouveau

Journal unique de réflexion chrétienne

Bimensuel-France/Québec

- Il pense avant d'écrire
- Il donne le temps de lire: une page/jour
- Unité de pensée autour du magistère
- Analyse l'événement à la lumière de la foi
- Témoin de la "Nouvelle Évangélisation" selon Jean-Paul II.

Demandez des exemplaires gratuits: C.P. 158, succ. Bourassa Montréal, Québec H2C 3E9 (514) 381-8939



# RELIGION

## Dossier spécial L'ACTION SOCIALE DES ÉGLISES

### Les protestants donnent un sens plus politique et plus critique à leur action sociale

Denise Robillard

AU 19<sup>e</sup> SIÈCLE, les Églises chrétiennes, anglicane, méthodiste et presbytérienne, ont fait oeuvre de dépannage social au sein d'organismes confessionnels dans une perspective de charité et de service. Aujourd'hui, elles assument un rôle plus critique et plus politique et se retrouvent souvent partenaires dans des instances à caractère oecuménique et pluraliste.

Depuis près d'un quart de siècle, une « nouvelle vision » inspire l'Église épiscopale, selon le chanoine Garth Bulmer, responsable des services sociaux et de la pastorale francophone dans le diocèse anglican de Montréal. Une nouvelle vision selon laquelle on accepte de plus en plus que l'Église, et pas seulement les évêques, joue un rôle en regard de la politique publique et sociale et exerce un leadership auprès des personnes. On considère de plus en plus « acceptable » cet engagement accueilli d'abord avec réticence.

Étant donné que les Églises chrétiennes ont accepté que les écoles et les hôpitaux soient la responsabilité du gouvernement, ajoute M. Bulmer, « elles considèrent de plus en plus que ce n'est pas leur rôle d'être en quelque sorte des dépanneurs au service de l'État ». Plus préoccupée de justice sociale, l'Église épiscopale tente d'aider les personnes dans le besoin, qu'il s'agisse par exemple des réfugiés à qui elle offre non seulement les services de base (nourriture et vêtements), mais aussi des services techniques. Sans abandonner les services de dépannage comme l'Auberge Madeleine qui accueille des femmes en difficulté, c'est dans la perspective plus large de faire avancer le dossier de femmes : violence conjugale, inégalité au travail, etc.

L'Église unie du Canada a développé plus tôt la conscience du rôle de l'Église en matière de justice sociale. Dès sa fondation, en 1925, le « social Gospel » a été un important facteur aussi bien de cohésion que de tensions. Cette conviction sociale a cependant évolué au cours des deux dernières décennies, fait remarquer Faye Wakeling, pasteur et directrice du Centre St. Columba de Pointe-Saint-Charles. On considère aujourd'hui la justice sociale comme le devoir de travailler à l'édification d'une société plus juste, une évolution qui s'inspire largement de la théologie de la libération élaborée en Amérique latine.

L'Église unie se veut au service des personnes avec qui elle travaille pour les aider à changer elles-mêmes leur vie et la société. À cette fin, un Groupe de travail sur la pauvreté et l'économie joue un rôle critique par rapport à des sujets actuels : TPS, aide sociale, budgets fédéral et provincial, dans une optique d'aide

aux plus démunis. À son instigation, deux groupes anti-pauvreté sont nés à Verdun et à Notre-Dame-de-Grâce. Ils sont maintenant autonomes et ont obtenu l'appui de plusieurs Églises. Dans la même perspective, l'Église unie poursuit depuis dix ans un travail de sensibilisation auprès de ses membres concernant les droits des personnes homosexuelles.

Le Centre St. Columba, fondé en 1926, collabore avec des organismes du milieu, par exemple la clinique communautaire, dans le but de faire la promotion des droits des personnes, en particulier les pauvres et les marginalisés, et de favoriser le changement social du milieu : enfants, groupe de femmes, projet d'emplois, centre d'éducation pour les adultes, école pour les 3-4 ans, travail auprès des familles, des handicapés mentaux, etc.

La Montréal City Mission qui oeuvre au centre-ville de Montréal depuis environ 75 ans s'inspire des mêmes préoccupations. Elle s'occupe de logement, accueille les itinérants et les sans-abri. L'Église unie exerce un rôle de leadership auprès des organismes séculiers, syndicats, groupes de femmes, d'assistés sociaux, pour le logement, et invite ses membres à s'engager dans le même sens.

Les Églises chrétiennes se retrouvent aussi dans plusieurs regroupements oecuméniques. PLURA-Québec est une association d'Églises chrétiennes (presbytérienne, luthérienne, unie, catholique romaine et anglicane) pour la promotion de la justice sociale et le développement humain, social et économique. PLURA subventionne les regroupements qui s'attaquent aux causes premières de la pauvreté, permettent aux personnes de devenir plus conscientes des raisons de cette situation et mettent de l'avant la transformation des réalités sociales, économiques et politiques génératrices de pauvreté.

Le Comité d'aide aux réfugiés (CAR) offre des services aux immigrants qui revendiquent le statut de réfugiés et le renseigne sur leurs droits devant la loi. CAR travaille surtout avec les associations ethniques pour les aider à se prendre en main. Fondé en 1984 par l'Église unie, CAR opère, depuis 1987, sur une base oecuménique, avec l'appui des épiscopales, des presbytériens, de l'Église unie et des mennonites.

Le Comité Oecuménique pour les Droits des Autochtones (CODA) a été mis sur pied en novembre 1990, avec l'appui des Églises épiscopale, catholique, presbytérienne, unie et mennonite. L'Église unie, qui est présente à Oka et à Kahnawake, a apporté son expérience au groupe. Ce comité se veut un lieu de discussion politique pour les Églises sur les droits des autochtones et pour faire le lien avec les organismes autochtones.



Emmet Johns conduit l'une des deux roulottes motorisées qui sillonnent les rues du centre-ville de Montréal pour dépanner les jeunes itinérants, manière originale d'intéresser les gens à la création d'un abri permanent pour ces jeunes.

Depuis le 5 janvier 1989, une première roulotte donnée par les clubs Rotary, puis une deuxième donnée par les clubs Kiwanis, circulent au centre-ville de Montréal et dans Côte-des-Neiges entre 21 h et 4 h du matin. Une initiative de l'abbé, Emmett Johns, un prêtre anglo-catholique, qui a l'appui, en argent et en personnel, des principales Églises de Montréal. « En route » s'adresse aux jeunes sans abri, fugueurs, sans appartenance. La roulotte va les rencontrer là où ils sont, dans la rue, calme leur faim avec hot dogs, café, chocolat chaud ou jus et s'intéresse à leurs problèmes. Au besoin, on les réfère aux services sociaux, on les accompagne à la cour, on les visite en prison, à l'hôpital et même au cimetière.

Les deux roulottes vivent grâce à des dons et au bénévolat d'autres jeunes. Des jeunes de toutes origines ethniques des universités montréalaises, Montréal, Concordia, McGill,

UQAM, mais aussi des skins et des punks. On a organisé récemment un skate-a-thon et un freeze-a-thon (coucher dehors par solidarité), afin de recueillir des fonds. Notre seule prédication, déclare E. Johns, ce sont nos gestes. Il ajoute avec satisfaction qu'il n'y a eu aucun geste de violence au cours des 13 000 à 14 000 visites faites cette année aux roulottes.

Le bilan de 1989 a été de 10 223 visites. Les responsables veulent intéresser les hommes d'affaires et les

commerçants à un projet d'abri permanent pour ces jeunes laissés pour compte.

### DIOCÈSE DE VALLEYFIELD

Une Église qui se prépare à célébrer ses cent ans d'histoire (1892-1992) dans la fierté la reconnaissance et la foi dans le Dieu de l'avenir

### Juifs

grès juif canadien a été créé en 1919 pour servir d'intermédiaire entre le gouvernement et la communauté. Un mémoire a été soumis le 2 novembre dernier sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, des recommandations sur le sida ont été soumises par le Service communautaire juif, à l'effet d'exclure toute no-

tion de punition dans les attitudes individuelles et communautaires à l'endroit de ces personnes. On signale l'engagement de Maurice Chalom dans la recherche sur l'alphabetisation et celui de Rivka Auginfeld, présidente de la Table de concertation des réfugiés de Montréal. La communauté est appelée aujourd'hui à s'adapter à l'évolution du système public, conclut le Dr Golbloome, et à

assurer la planification qu'impose le vieillissement de la population. Dans le mémoire présenté à la commission Rochon, la communauté s'est présentée, avec ses 22 % de personnes âgées, comme une espèce de laboratoire, elle qui vit aujourd'hui ce que le Québec dans son ensemble sera appelé à vivre au 21<sup>e</sup> siècle.



Célébrer le « Repas du Seigneur » dans la vérité, c'est se mettre au service des autres comme le Seigneur Jésus l'a signifié en lavant les pieds de ses disciples.

Règle de vie, no 27

### LES RELIGIEUX DU TRÈS-SAINT-SACREMENT

4450, rue Saint-Hubert, Montréal, QC H2J 2W9  
(514) 524-3059

### OÙ EST PASSÉE NOTRE AUDACE?

Pour oser « s'exposer à coeur ouvert » avec les opprimés et les exclus?

Pour oser « être avec » dans leurs souffrances et leurs espoirs, dans leurs projets et leurs luttes.

Voilà le défi à relever en Église.

### Pastorale sociale Diocèse de Saint-Jérôme

### Les Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe



Une Congrégation vouée à l'éducation intégrale de la jeunesse et à l'évangélisation des pauvres

Au service de l'Église du Québec depuis 1877

### LES RELIGIEUSES HOSPITALIÈRES DE SAINT-JOSEPH

«sont appelées à vivre la liberté des enfants de Dieu, en femmes de foi, incarnant la tendresse et la compassion du Christ dans le service de ses membres, spécialement les pauvres, les malades et les plus démunis, en union de charité.»

Québec  
2450, Chemin de la Côte Sainte-Catherine  
Montréal, Québec H3T 1B1  
Tél.: (514) 342-2146

Nouveau-Brunswick  
2144, rue Vallée-Lourdes  
Bathurst, Nouveau-Brunswick  
E2A 4R9  
Tél.: (506) 546-3316

### VIENT DE PARAÎTRE AUX ÉDITIONS PAULINES



### LE SILENCE DE MARIE

Ignace Larrañaga  
256 pages \* 13,95\$

Le «silence», dont on parle dans ce livre, n'est pas simple absence de la parole ou repli sur soi, mais attitude naturelle de ceux et celles qui veulent «écouter le Verbe». Du «silence de Marie», femme croyante, ont jailli la disponibilité et la réceptivité, la fécondité et la plénitude, l'irradiation et l'engagement.

### MONTE AVEC MOI

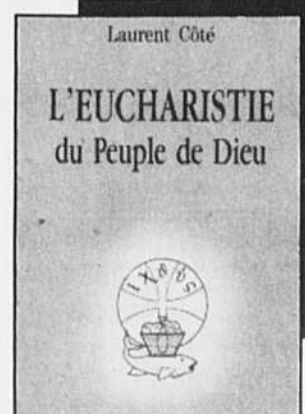
Pour vivre la fraternité

Ignace Larrañaga  
232 pages \* 12,95\$

La fraternité est une création que l'on commence à chaque jour, une fleur délicate qui a besoin de nos inlassables soins. Avant tout pour abattre le mur de la division et faire l'apprentissage de l'amour. *Monte avec moi* aidera à décoder les mécanismes psychologiques et spirituels impliqués dans toute recherche authentique de la fraternité.



### MONTE AVEC MOI pour vivre la fraternité



### L'EUCHARISTIE du Peuple de Dieu

Laurent Côté  
320 pages \* 22,95\$

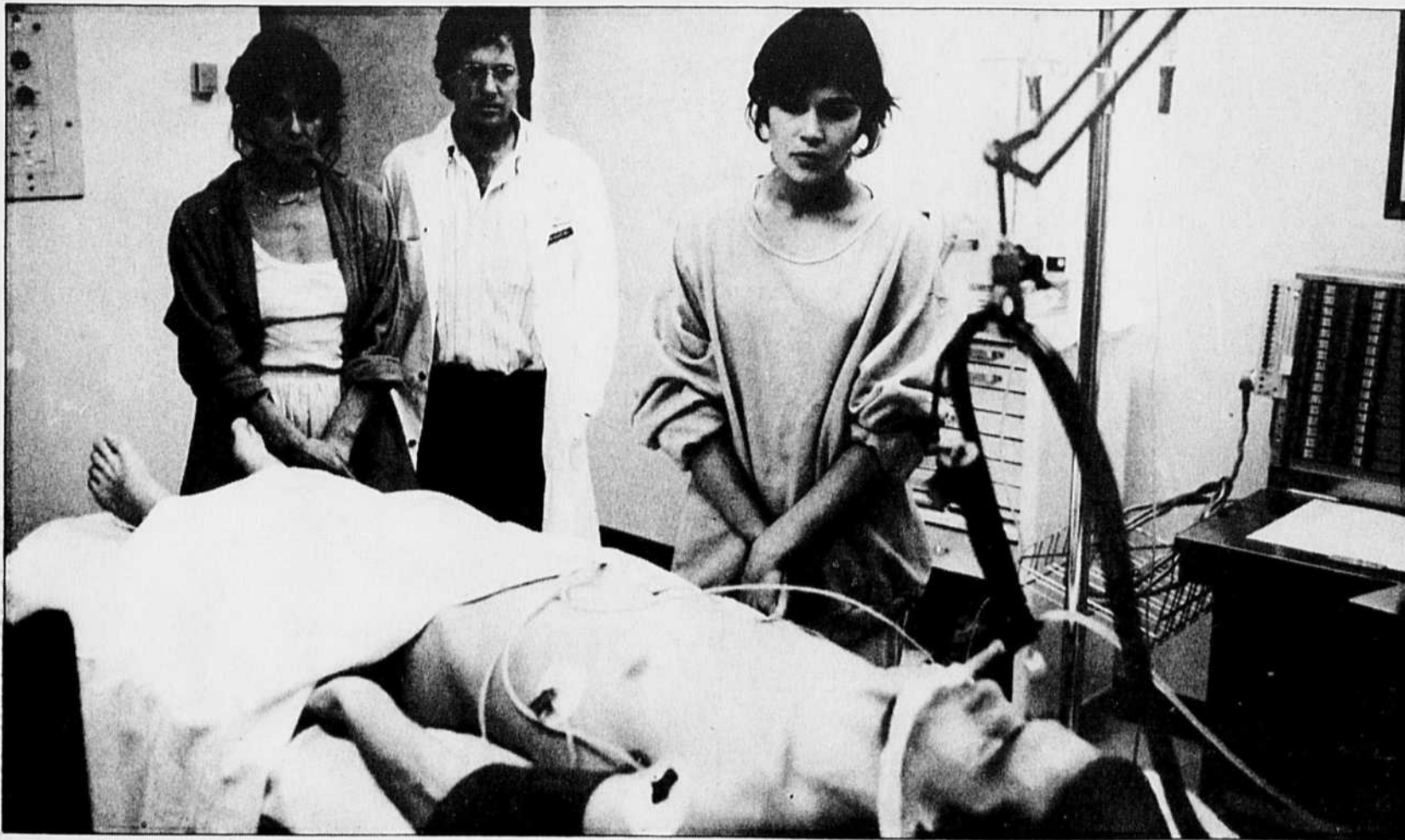
L'Eucharistie est une «Action de grâce». L'auteur ne considère que cet aspect fondamental: une «Action», d'offrande, de consécration et de communion du Christ et de nous, «par Lui, avec Lui et en Lui», à Dieu le Père. Pour que le signe sacramental soit vrai, cela doit s'insérer dans le concret de nos vies. Style précis, poétique, agréable à lire.

En vente chez votre librairie habituel

ÉDITIONS PAULINES

3965, boul. Henri-Bourassa Est  
Montréal, QC, H1H 1L1  
Tél. (514) 322-7341  
Télécopieur: (514) 322-4281





Dans le célèbre film de Denys Arcand, Jésus de Montréal est, par un singulier paradoxe, accueilli avec compassion à l'Hôpital général juif du Chemin de la Côte Saint-Catherine, après que son hôpital de quartier, où l'urgence était embourbé, l'ait bouté dehors.

## Dans le Bas Saint-Laurent l'Église prend le parti du développement régional

Anne Pélovas

DANS LE devenir de la région du Bas Saint-Laurent, les communautés chrétiennes sont partie prenante aux débats les plus importants sur le développement régional et tout particulièrement sur ceux qui concernent l'action sociale.

Gabriel Bérubé, vicaire général à la pastorale du diocèse de Rimouski, ne s'en étonne pas. Bien au contraire. « Autrefois, dit-il, l'Église catholique était propriétaire d'institutions à caractère social. Aujourd'hui, elle soutient davantage les initiatives prises par d'autres institutions, même laïques. Les communautés chrétiennes sont de plus en plus sensibilisées à cette nouvelle situation de l'Église et ce que nous tentons de susciter auprès d'elles, c'est une réflexion sur l'engagement de foi chrétienne qui a des exigences d'engagement social, d'action pour la justice sociale ».

Dans le diocèse de Rimouski, on ne ménage pas en tout cas le soutien apporté à tout ce qui va dans le sens de cette justice sociale, qu'il s'agisse d'initiatives de membres de communautés religieuses comme de celles d'autres groupes laïques. L'Église a ainsi appuyé la création, par les gens du milieu, de la « coalition Urgence rurale ». Elle a même autorisé un rassemblement de cette coalition qui s'est tenu en juin dernier devant la cathédrale ! « Parce qu'il s'agissait, explique Gabriel Bérubé, d'une action de promotion humaine et sociale destinée à sensibiliser la population et les pouvoirs publics aux problèmes du monde rural ».

L'archevêché donne son appui à de telles initiatives mais, comme le précise le vicaire général, l'Église est surtout présente dans les actions concernant le développement régional à travers les chrétiens eux-mêmes qui participent activement à des comités mis en place récemment. Ces structures réfléchissent sur divers aspects d'une nouvelle politique de développement régional : avenir de l'agriculture, éducation, petite industrie. « L'appui de l'archevêché va aussi à toutes sortes d'actions initiées localement, par exemple pour aider les jeunes ou lutter contre la violence conjugale. Partout en fait où les gens cherchent à prendre leur développement en main ».

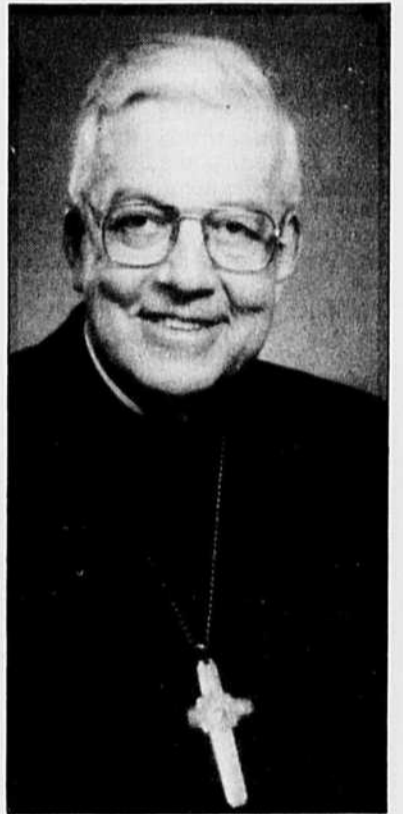
Ethel Greene est sans doute l'une des religieuses les plus actives du Bas Saint-Laurent. Supérieure provinciale de la communauté des Filles de Jésus, elle est aussi membre du comité « justice sociale » de la Conférence religieuse canadienne-section Québec. La CRCQ s'est fait remarquer, fin 1988, en présentant au premier ministre du Québec un mémoire — peu réjouissant — sur l'appauvrissement constant d'une partie de la population de la province.

Ethel Greene, qui était à Gaspé à cette époque, reste particulièrement impliquée dans ce dossier de la pauvreté. « Quand je suis arrivée fin 1989 à Rimouski, j'ai réuni les responsables des différentes communautés religieuses, puis invité une cinquantaine de membres d'organismes communautaires et populaires. Je voulais faire connaître ce rapport et voir si, en un an, il y avait eu des changements. Le constat fut que les

choses n'allaient pas en s'améliorant ».

À partir de là, Ethel Greene va en quelque sorte prendre la tête d'une nouvelle coalition, le « regroupement contre l'appauvrissement dans l'Est du Québec ». Apparaissant, dit-elle, chacun était isolé dans son action. Le groupe permet la circulation de certaines informations, une dynamique d'actions et une plus grande solidarité ».

« Le regroupement, c'est un réseau de solidarité qui est en train de se construire, dit Ethel Greene. En



Gilles Ouellet, évêque de Rimouski.

mai dernier, on a préparé une rencontre de tous les organismes du Bas Saint-Laurent qui s'occupent d'action sociale. En novembre, ils ont participé à une journée de formation avec des membres des communautés religieuses. Notre objectif est d'être plus critique socialement, de ne pas seulement faire de l'assistance aux personnes en détresse mais d'aller plus loin. Cela veut dire parler ensemble de justice sociale, nous conscientiser et changer les mentalités au niveau local, dans nos propres milieux, vis-à-vis du problème de la pauvreté ».

Le regroupement ne prend pas la place des groupes. Il appuie leurs actions et « reste éveillé », dit Ethel Greene, pour voir quelles sont celles qu'on peut mener collectivement. « Bel exemple, en tout cas, des liens entre laïcs et communautés religieuses pour un objectif commun : celui d'aller vers une plus grande justice sociale dans une région encore considérée comme l'une des plus « sous-développées » du Québec ».

## L'engagement social est solidement ancré dans la conscience des juifs du Québec

Denise Robillard

L'ENGAGEMENT social est solidement enraciné dans la conscience individuelle et collective des juifs. Il puise directement sa source dans les préceptes bibliques et talmudiques.

Le Dr Victor Goldbloom, président pour le Québec du Conseil canadien des chrétiens et de juifs, et Jack Jedwab, directeur des relations communautaires au Congrès juif canadien, en sont des témoins privilégiés.

Clairement exposée dans la Bible, la *Tsedakah*, c'est la charité, une notion, m'a-t-on expliqué, qui inclut la justice sociale. Un *tsedek*, ce n'est pas seulement une personne charitable, c'est aussi une personne soucieuse de traiter son prochain avec justice et équité. Au cours des siècles, les rabbins ont proposé des interprétations plus précises, comme ce commentaire du Talmud de Jérusalem : « Seulement un homme fut conçu au moment de la création pour que plus tard, personne ne puisse avoir le droit de dire à un autre : mes ancêtres emportent plus de privilèges que les tiens ».

En contexte juif, précise le Dr Goldbloom, on ne constitue pas une communauté si on n'assume pas une responsabilité communautaire à l'égard des personnes dans le besoin. Non seulement les pauvres, mais aussi les handicapés physiques et mentaux et les personnes qui en raison de leur âge sont moins en mesure de suffire à leurs besoins. C'est

sur cette toile de fond que l'action de la communauté juive s'est bâtie depuis ses deux siècles et plus de présence ici.

Comme dans le reste de la population, fait remarquer le Dr Goldbloom, la pratique religieuse n'est plus un phénomène massif, mais « l'attachement religieux demeure comme élément d'identification et de confort : on aime se trouver dans un milieu que l'on connaît et où l'on trouve un appui spirituel ».

Le développement de la communauté juive au Québec est unique, observe Jack Jedwab. La création de la première agence de services sociaux de la communauté juive, la Young Men's Benevolent Society, remonte à 1863. Au tournant du 20e siècle, tous les organismes avaient un caractère confessionnel. C'est ainsi qu'à côté de la société Saint-Vincent-de-Paul des catholiques et de la St. George Society des protestants, les juifs avaient fondé en 1890 la société Baron de Hirsch, qui s'est retrouvée en 1916 au sein de la Fédération de philanthropie juive de Montréal.

La communauté juive dispose aujourd'hui d'un ensemble de 25 organismes fédérés, comprenant huit établissements publics de santé auxquels est rattaché depuis dix ans un comité de coordination présidé par le Dr Goldbloom : l'Hôpital général juif, l'Hôpital juif de réadaptation, le Centre d'accueil juif, le Centre d'accueil Myriam, le CSS juif à la famille. Dans ces centres, tout en assurant à la communauté une ambiance reli-

gieuse et le respect des règles diététiques, on se refuse à toute fermeture aux gens d'autres croyances ou identités culturelles. L'Hôpital général juif, par exemple, accueille depuis 1935 une clientèle largement multiculturelle.

A ce réseau public s'ajoutent des organismes privés comme le Service d'orientation à l'emploi, le Service d'aide aux immigrants, la Bibliothèque publique juive, les centres Hillel pour les jeunes qui fréquentent le cégep et l'université, etc.

Dans la communauté juive, le pourcentage des personnes âgées dépasse les 22 % alors qu'elle est de 9 % pour l'ensemble de la communauté. Cela s'explique par la baisse du taux de natalité, mais surtout par le phénomène de l'immigration et de la réunification des familles qui a amené ici une forte proportion d'adultes et de personnes âgées dont certaines ont besoin de support. La communauté compte aussi 20 % de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté.

Depuis trois ou quatre ans, la communauté se préoccupe d'intervenir de façon préventive au sein du Service d'appui aux personnes âgées, où l'on cherche à assurer un continuum de soins. Les activités récréatives, intellectuelles et sociales offertes aux personnes autonomes permettent non seulement d'éviter les effets néfastes de l'isolement, mais aussi de détecter de façon précoce les premiers signes de perte d'autonomie et d'intervenir pour corriger la situation.

L'éducation figurant parmi les préceptes les plus importants de la religion juive, « les écoles font partie de la notion de communauté presque au même titre que la synagogue et certainement au même titre que les hôpitaux et les centres de services sociaux », ajoute le Dr Goldbloom. Là aussi, la situation du Québec est très particulière, poursuit Jack Jedwab, en raison de l'importance accordée aux religions : « L'ouverture aux différentes confessions est beaucoup plus grande au Québec qu'ailleurs au Canada ».

Comme la constitution de 1867 accordait des droits scolaires aux seuls catholiques et protestants, les juifs se sont alors rattachés au réseau protestant. En 1969, les 24 écoles juives privées ont été reconnues d'intérêt public pour fins de subventions, comme les écoles grecques orthodoxes, associées à la CECM. L'entente prévoit qu'une part importante de l'enseignement est donné en français. Par ailleurs, plus de 50 % des enfants juifs fréquentent les écoles publiques.

Une école rabbinique est reliée à la plupart des synagogues, mais il existe aussi des écoles laïques, mais culturellement juives. Dans les deux cas, l'école assure l'attachement et la participation des jeunes à la vie communautaire en offrant une ambiance et une formation à l'histoire de la religion et du peuple juif.

L'implication sociale s'étend aussi à l'ensemble de la société. Le Con-

Voir page C-9 : Juifs

**“Ainsi en est-il de la foi: si elle n'a pas les oeuvres, elle est tout à fait morte”.**

Jc 2, 17

**Assemblée des évêques du Québec**

### L'ASSOCIATION DE MARIE IMMACULÉE

Ni clôture, ni grille, ni cloche. Pas de vie commune et pourtant ils forment une vraie communauté. Tels sont les Associés de Marie Immaculée, hommes et femmes catholiques qui vivent et travaillent dans le monde sous une règle et dans l'observance des trois vœux de perfection.

N'étant pas obligés à la vie commune, le vœu de pauvreté permet à chaque membre de garder ses propres biens. Ils peuvent vivre seuls, avec leur famille, en appartement ou avec un autre membre de la communauté. Ils ne renoncent pas à tout acte de propriété au sens propre de la loi mais à tout attachement à ce qu'ils possèdent ou acquièrent dans le monde.

La souplesse de ses conditions de vie permet à l'Association de recevoir parmi ses membres toute personne qui n'a pu pour raison de santé, problèmes de famille ou autres réaliser son désir de se consacrer au Seigneur.

Même le noviciat n'interrompt pas le travail ou la profession que le sujet exerce. La formation se donne par correspondance du Centre de la société à l'adresse suivante:



L'Association de Marie Immaculée

6 Farmbrook Lane  
Palm Coast, Florida 32037

Les vœux sont faits privément, chaque année, jusqu'aux vœux perpétuels.

L'Association comprend trois catégories de membres, séparées et distinctes: 1) pour femmes seules; 2) pour hommes seuls; 3) pour hommes et femmes seuls ou mariés qui veulent servir Dieu tout en restant à la maison, sans vœux de religion.

Toute personne intéressée peut avoir un supplément d'information en communiquant avec l'Association de Marie Immaculée à l'adresse donnée ci-haut.

## LES SOEURS DE LA CONGRÉGATION DE NOTRE-DAME

fidèles à l'héritage reçu de

MARGUERITE BOURGEOYS

apportent appui et collaboration à l'action sociale de l'Église.



## L'École secondaire Mont-Bénilde

PENSIONNAT ET EXTERNAT  
POUR GARÇONS

Institution privée et catholique dirigée par les Frères des Écoles chrétiennes.  
1325, Avenue des Pensées  
Ste-Angèle-de-Laval  
Ville de Bécancour G0X 2H0  
(819) 222-5601  
EXAMENS D'ADMISSION  
6 AVRIL à 9h00

**un choix... SÛR!**  
NOUVEAU: **EXTERNAT POUR FILLES**



Sentiers de Foi

Accueil inconditionnel aux chrétiens et chrétiennes « hors les murs ». Service d'écoute, de dialogue et de cheminement spirituel personnalisé.

Irénée Beaubien, s.j., directeur

4334, rue St-Denis, Montréal  
(Métro Mont-Royal) Tél.: (514) 987-7484



## LES TRINITAIRES

fondés par Jean de MATHA en 1194.

Au service des pauvres: Les Oeuvres de la Maison du Père et des chrétiens persécutés. Maison de Québec

Spiritualité axée sur la Trinité et le Christ rédempteur. Maison de Granby

1475 Ch. des 20  
St-Bruno, Qc  
J3V 4P6  
Tél: 653-1377